

FUTUR PS

Papier de travail du CD

Liste de tous les amendements déposés jusqu'au 20.10.16, incl. les prises de position du Comité directeur du 28.10.16



Commentaire concernant le présent document de travail

Le 11 août, les sections du PS Suisse ont reçu l'invitation au Congrès sur l'avenir des 3 et 4 décembre à Thoune, ainsi que les amendements au projet de réforme « Futur PS ». Le comité directeur soumet en tout 18 amendements aux sections, dont 13 concernent un changement des statuts.

Jusqu'au délai pour le dépôt des amendements du 20 octobre, 67 amendements venant des sections, des partis cantonaux et des organes nous sont parvenus. Nous vous remercions tous sincèrement pour votre engagement dans ce domaine.

Dans le présent document de travail sont réunis tous les amendements : ceux présentés par le Comité directeur, ainsi que les amendements supplémentaires et les contre-Décisions de tous les organes habilités. Dans la colonne de droite (fond gris), les Décisions du Comité directeur du 28 octobre 2016 ont été ajoutées.

Sur la base de tous les amendements et des Décisions du Comité directeur, un papier retravaillé a été créé (Futur PS/ version retravaillée du 28.10.2016). Celui-ci inclut les amendements reçus du Comité directeur ainsi que les amendements supplémentaires adoptés par les organes habilités et constitue la base pour le délai 2 de dépôt des amendements, courant jusqu'au 18 novembre 2016, 12h00.

Important: Si les amendements refusés par le Comité directeur devaient être maintenus, ils doivent être déposés une nouvelle fois.

La **suite de la procédure** se déroulera ainsi:

18 novembre 2016	Délai 2 pour les amendements
25 novembre 2016	Séance du Comité directeur
29 novembre 2016	Création des documents finaux
3 et 4 décembre 2016	Congrès sur l'avenir à Thoune

CHAPITRE 1: RECRUTEMENT DE MEMBRES ET DE LA FIDÉLISATION DES MEMBRES

Requête 1: Modification de l'art. 6, Sections, statuts PS Suisse

Ancien	Nouveau
1. La section organise le travail politique local.	1. La section organise le travail politique local. En font partie le lancement des thèmes qui sont importants pour la commune ou/et le quartier au moyen de campagnes et d'actions politiques, l'implication du PS dans la discussion publique, la participation active aux élections locales avec ses propres candidat-e-s, le recrutement de personnel pour des postes internes et externes au parti ainsi que la mise en place de mesures pour le recrutement de nouveaux membres et la fidélisation des nouveaux membres du PS.

Amendement déposé sur la requête 1 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-1 SP Stadt Bern	Ergänzung: Die Sektion organisiert die politische Arbeit vor Ort. Dazu gehört insbesondere die Lancierung der für die Gemeinde (...). Begründung: Die Aufzählung der Aufgaben der Sektionen soll nicht als abschliessend verstanden werden, sondern als Aufzählung der wichtigsten Aufgaben.	Annahme; diese Ergänzung ist sinnvoll.

Requête 2: Modification de l'art. 7, Partis cantonaux, statuts PS Suisse

Ancien	Nouveau
1. Les partis cantonaux se composent des membres des sections domiciliés dans le canton et des membres directement affiliés au parti cantonal ou à une fédération de district. Ils organisent le travail politique dans leur canton, encouragent et coordonnent le travail des sections et organisent la formation politique.	1. Les partis cantonaux se composent des membres des sections domiciliés dans le canton et des membres directement affiliés au parti cantonal ou à une fédération de district. Ils organisent le travail politique dans leur canton, encouragent et coordonnent le travail des sections, organisent la formation politique et mettent en place des mesures destinées à accroître le nombre des membres.

Pas d'amendements.

Requête 3: Implémentation d'une division du travail et de principes contraignants pour le recrutement de membres

A section	B parti cantonal	Le PS Suisse
<p>1. Chaque section désigne une personne compétente au sein du Comité pour le recrutement de membres et la fidélisation des membres.</p>	<p>1. Chaque parti cantonal désigne une personne compétente au sein du Comité directeur cantonal / Comité du parti cantonal pour le recrutement de membres et la fidélisation des membres.</p>	<p>1. Le PS Suisse met à disposition, au Secrétariat central, suffisamment de ressources pour le développement et la promotion de mesures dans le domaine du recrutement de membres et de la fidélisation des membres.</p>
<p>2. Chaque section définit chaque année les objectifs dans le domaine de l'évolution du nombre des membres au niveau de la section ainsi que 2-3 mesures concrètes y afférentes.</p>	<p>2. Chaque parti cantonal définit chaque année les objectifs dans le domaine de l'évolution du nombre des membres au niveau cantonal ainsi que les mesures concrètes y afférentes.</p>	<p>2. Lors de la première Conférence de coordination (Coco) de l'année, le PS Suisse définit les objectifs dans le domaine de l'évolution du nombre des membres ainsi que les mesures y afférentes.</p>
<p>3. Les sections communiquent à leur parti cantonal, dans un délai déterminé, le nom de la personne responsable ainsi que les mesures.</p>	<p>3. Les partis cantonaux communiquent au PS Suisse, dans un délai déterminé, le nom de la personne compétente pour le recrutement de membres et la fidélisation des membres ainsi que les mesures et les objectifs définis par le parti cantonal.</p>	<p>3. Le PS Suisse élabore des directives et des Décisions concrètes et facilement applicables pour le recrutement de membres et la fidélisation des membres (know-how, best practices, matériel de référence).</p> <p>4. Le PS Suisse invite régulièrement à une rencontre les responsables dont le nom lui a été communiqué au niveau des sections et au niveau cantonal. À cette occasion, on échange des expériences et on définit d'autres mesures pertinentes dans le domaine du recrutement de membres et de la fidélisation des membres.</p> <p>5. Le PS Suisse examine régulièrement le processus d'entrée et améliore celui-ci là où c'est nécessaire. Il tient une statistique de l'évolution du nombre des membres et met celle-ci à la disposition des partis cantonaux.</p>

Amendement déposé sur la requête 3 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-2 SP Thun	<p>Ergänzung Ziffer 2, A Sektion: Jede Sektion definiert <u>pro Legislatur</u> die Ziele im Bereich der Mitgliederentwicklung auf Sektionsebene und wählt dafür 2-3 konkrete, dazugehörige Massnahmen, <u>welche von der SP Schweiz definiert werden.</u></p> <p>Begründung: Es ist sinnvoll, Ziele für die Mitgliedergewinnung längerfristig zu definieren und diese an den regelmässig stattfindenden Koordinationskonferenzen laufend zu evaluieren und falls nötig anzupassen. Es muss ausserdem klar sein, dass die konkreten Massnahmen, resp. Vorschläge und Arbeitsunterlagen für die Mitgliedergewinnung, von der SP Schweiz, also nicht von den Sektionen erarbeitet werden müssen.</p>	<p>Ablehnung.</p> <p>Die Geschäftsleitung hält es für wichtig, das Thema mindestens einmal jährlich an einer Sitzung des entsprechenden Gremiums zu traktandieren und zu überprüfen, ob die im Vorjahr gesetzten Ziele noch stimmen. In Bezug auf die Massnahmen kann die SP Schweiz zwar Ideen liefern, doch die Massnahmen müssen von den Sektionen definiert und ausgewählt werden. Das trägt auch dazu bei, dass das Spektrum immer wieder erweitert wird.</p>
A-3 SP Wädenswil	<p>Streichen der drei Ziffern in A Sektion und Ersatz durch: Jede Sektion organisiert ihre Mitgliedergewinnung selbständig.</p> <p>Begründung: Wir befürchten zu viel Formalismus und eine Gängelung der Sektionen. Die Sektionen sind selbständig und sollen sich organisieren wie es ihnen am besten entspricht. Es ist im ureigensten Interesse der Sektionen, sich intensiv mit Mitgliederwerbung zu befassen, aber sie sollen dabei nicht mit unnötigen Formalismen belastet werden. Kleine Sektionen könnten sich zudem überfordert fühlen, was es nicht einfacher macht, Freiwillige für die Vorstandsarbeit zu finden.</p>	<p>Ablehnung des Streichungsantrags, aber Ergänzung in Abschnitt A1: „Jede Sektion definiert jährlich, aber mindestens einmal pro Legislatur, selbstständig die Ziele im Bereich der Mitgliederentwicklung auf Sektionsebene sowie 2-3 konkrete, dazugehörige Massnahmen.“</p> <p>Begründung: Selbstverständlich organisiert jede Sektion ihre Mitgliedergewinnung selber – das soll auch weiterhin so sein. Es soll jedoch nicht mehr möglich sein, die Thematik über Jahre hinweg brachliegen zu lassen, wie es in der Praxis durchaus auch vorkommt. Zudem soll den Sektionen auch die Unterstützung zukommen, die sie brauchen: Über den Transport von guten Ideen und best practices, das zur Verfügung stellen von Vorlagen für Drucksachen, bis hin zu Workshops und einem Austausch zwischen Mitgliederverantwortlichen.</p>
A-4 SP Bern Altstadt-Kirchenfeld	<p>Änderung von Ziffer 1, A Sektion und von Ziffer 1, B Kantonalpartei</p> <p>Jede Sektion ernennt eine Person im Vorstand für die Mitgliedergewinnung und -bindung. Jede Kantonalpartei ernennt eine Person in der kantonalen Geschäftsleitung / dem kantonalen Parteivorstand für die Mitgliedergewinnung und -bindung.</p> <p>Begründung: Die Festlegung im Detail ist nicht zielführend. Je nach Sektion kann diese Aufgabe auch jemand übernehmen, der/die nicht im Vorstand ist, je nach Kantonalpartei übernimmt vielleicht ein Mitglied des Parteisekretariates dieses Amt.</p>	<p>Modifizierte Annahme: „Jede Sektion bzw. jede Kantonalpartei ernennt in der Regel eine Person im Vorstand (in der kantonalen Geschäftsleitung/dem kantonalen Parteivorstand für die Mitgliedergewinnung und -bindung.“</p> <p>Grundsätzlich ist es unserer Ansicht nach sinnvoll, wenn eine Person für die Mitgliedergewinnung und -bindung zuständig ist, die in den Parteigremien verankert ist und die regelmässige Thematisierung sicherstellt. Falls dies aus einen bestimmten Grund nicht</p>

		möglich oder eine andere Lösung zweckmässiger ist, kann dies jedoch auch anders gelöst werden.
A-5 SP Rorschach Stadt am See	Streichen von Ziffer 2, A Sektion Begründung: Die jährliche Definition von Zielen und Massnahmen jeder Sektion ist ein unverhältnismässig grosser Aufwand und verkommt bestenfalls zum Papiertiger. Die Sektionen sind kein Unternehmen mit Leistungsauftrag, zudem wird/kann es keine Sanktionen bei Nichteinhaltung geben.	Ablehnung. Es ist sicherlich richtig, den Aufwand für die Definition von Zielen und Massnahmen nicht zu unterschätzen. Aus Sicht der GL der SP Schweiz lohnt sich dieser Aufwand jedoch und zahlt sich mehrfach aus. Denn es zeigt sich immer wieder und in der ganzen Schweiz: Sektionen, die sich Ziele setzen und Massnahmen definieren, haben in der Regel eine positivere Mitgliederentwicklung, als Sektionen, die das nicht tun. Die Ziele für die Mitgliedergewinnung können auch einmal pro Legislatur festgelegt werden (siehe oben).
A-6 SP Basel-Stadt (QV Spalen, Basel West, QV Clara-Wettstein- Hirzbrunnen)	Änderung von Ziffer 2 und 3, A Sektion 2. Jede Sektion definiert jährlich die Ziele im Bereich der Mitgliedergewinnung auf Sektionsebene sowie 2-3 konkrete, dazugehörige Massnahmen. 3. Die Sektionen melden ihrer Kantonalpartei bis zu einer bestimmten Frist die verantwortliche Person sowie die 2-3 Massnahmen. Begründung: Es ist sinnvoll und zielführend, die Mitgliedergewinnung und die Mitgliederbindung als Kernaufgaben der Sektionen in den Statuten zu verankern. Wir unterstützen auch die Forderung, dass jede Sektion Ziele in diesen Bereichen definiert und eine verantwortliche Person bezeichnen. Hingegen halten wir es für übertrieben und für kleine Sektionen zu aufwendig, jährlich konkrete Massnahmen zu definieren. Die Gefahr ist gross, dass die Definition von Massnahmen zu einer pro-forma Übung verkommt und Ressourcen bindet, die dringend für andere Aufgaben benötigt werden. Die Sektionen wissen selber am besten, in welcher Form sie am effektivsten in die Mitgliederbetreuung investieren.	Ablehnung. Wir freuen uns, dass es die Sektion als sinnvoll erachtet, Ziele für die Mitgliedergewinnung und -bindung zu erarbeiten, fänden es jedoch schade und eben gerade nicht effektiv, nur die Ziele zu definieren, nicht aber auch die dazugehörigen Massnahmen. Dann besteht doch vielmehr die Gefahr, dass sich die Sektion zwar um die Mitgliedergewinnung kümmert, aber keine Erfolge damit erzielen kann. Zudem teilen wir die Einschätzung, dass die Sektionen zum Teil über ein sehr grosses Knowhow in Bezug auf die Mitgliederentwicklung verfügen und es wäre schade, wenn sie dieses nicht auch aktiv teilen würden, so wie es der Prozess vorsieht.
A-7 SP Rorschach Stadt am See	Änderung in Ziffer 3, A Sektion: Die Sektionen melden ihrer Kantonalpartei bis zu einer bestimmten Frist die verantwortliche Person sowie die Massnahmen. Begründung: Wir sehen weder einen Sinn in der jährlichen Definition von Zielen und Massnahmen (Ziffer 2) noch darin, diese bis zu einer bestimmten Frist der Kantonalpartei zu melden. Was macht die Kantonalpartei damit? Die Meldung der zuständigen Person jeder Sektion an die Kantonalpartei genügt und stärkt die Zusammenarbeit.	Ablehnung. Wie oben erwähnt, ist eines der wichtigen Ziele des angestrebten Prozesses der Erfahrungsaustausch über die Mitgliedergewinnungsmassnahmen, die funktionieren und solche, die es nicht tun. Dies setzt voraus, dass die Erfahrungen eben auch an die zuständigen Ebenen der SP Schweiz und der Kantonalparteien weitergegeben werden.
A-8 SP Thurgau	Streichen von Ziffer 4, C SP Schweiz: Die SP Schweiz lädt die ihr gemeldeten Verantwortlichen auf Sektions- und kantonaler Ebene regelmässig zu einem Treffen ein. Dort werden Erfahrungen ausgetauscht und weitere sinnvolle Massnahmen im Bereich der Mitgliedergewinnung und Mitgliederbindung definiert. Begründung: Wir befürchten bei über 800 Mitgliedergewinnungsverantwortlichen einen grossen und ineffizienten Apparat, der die Sektionen mit den grössten Problemen, überhaupt neue	Ablehnung. Es ist nicht die Absicht der SP Schweiz, mehrere Treffen pro Jahr zu machen. Ab und zu kann es jedoch sinnvoll und für alle Ebenen zweckmässig sein, eine Konferenz zum Thema Mitgliederentwicklung zu machen, so wie es die SP Schweiz beispielsweise zu ge-

	<p>zeitliche oder personelle Ressourcen zu finden, nicht erreicht. Wir befürworten einen solchen Austausch im Rahmen der Koordinationskonferenzen, also zwischen der nationalen und kantonalen Ebene wie es im Punkt 2 bereits beschrieben wird. Den Austausch mit den einzelnen Sektionen sollen die Kantonalparteien übernehmen.</p>	<p>sundheits- oder bildungspolitischen Themen macht. Im Antrag wird präzisiert, dass nicht von jährlichen Treffen die Rede sein soll.</p>
--	--	---

Requête 4: Implémentation d'une division du travail et de principes contraignants pour l'implication des nouveaux membres et des membres « en place » au niveau de la section

A section	B parti cantonal	Le PS Suisse
<p>1. Chaque section définit les objectifs dans le domaine de la fidélisation des membres au niveau de la section ainsi que 2-3 mesures concrètes y afférentes.</p> <p>3. Un contact personnel au minimum est établi avec chaque nouveau membre au cours des six premiers pour lui souhaiter la bienvenue. L'entretien sert en outre à prendre connaissance des principales raisons qui ont motivé la personne à entrer dans le parti et des possibilités d'exercer des activités. Les partis cantonaux définissent d'entente avec leurs sections qui est compétent pour cet entretien.</p> <p>4. Chaque section prend contact personnellement au minimum une fois par législature avec tous ses membres.</p>	<p>1. Le parti cantonal élabore conjointement avec les sections des objectifs et des mesures pour la fidélisation des membres. Il soutient les sections dans la réalisation des mesures.</p> <p>2. En complément des activités de la section, le parti cantonal organise à intervalles réguliers au minimum une manifestation attrayante pour les nouveaux membres, à l'occasion de laquelle ils ont la possibilité d'avoir un contact avec les titulaires de fonction cantonaux.</p> <p>3. Sur la base des entretiens personnels des sections ou/et des partis cantonaux avec les nouveaux membres, le PS Suisse évalue les raisons qui ont motivé la personne à entrer dans le parti et continue de développer le matériel.</p>	<p>1. Le PS Suisse met au point le matériel nécessaire pour la fidélisation des membres (listes de contrôle (check-lists), guides) et le met à la disposition des partis cantonaux et des sections.</p> <p>5. Le PS Suisse invite régulièrement à une rencontre les responsables dont le nom lui a été communiqué au niveau des sections et au niveau cantonal. À cette occasion, on échange des expériences et on définit d'autres mesures pertinentes dans le domaine du recrutement de membres et de</p>

Amendement déposé sur la requête 4 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-9 SP Wädenswil	<p>Streichen der drei Ziffern in A Sektion und Ersatz durch: Jede Sektion organisiert die Mitgliederbetreuung selbständig.</p> <p>Begründung: Wir befürchten zu viel Formalismus und eine Gängelung der Sektionen. Die Sektionen sind selbständig und sollen sich organisieren wie es ihnen am besten entspricht. Es ist im ureigensten Interesse der Sektionen, sich intensiv mit Mitgliederwerbung zu befassen, aber sie sollen dabei nicht mit unnötigen Formalismen belastet werden. Kleine Sektionen könnten sich zudem überfordert fühlen, was es nicht einfacher macht, Freiwillige für die Vorstandsarbeit zu finden.</p>	Ablehnung des Streichungsantrags, aber Ergänzung in Abschnitt A1: „Jede Sektion definiert <i>selbstständig</i> die Ziele im Bereich der Mitgliederbindung auf Sektionsebene sowie 2-3 konkrete, dazugehörige Massnahmen.“ Begründung siehe A-3.
A-10 SP Rorschach Stadt am See	<p>Streichen von Ziffer 1, A Sektion</p> <p>Begründung: Die jährliche Definition von Zielen und Massnahmen jeder Sektion ist ein unverhältnismässig grosser Aufwand und verkommt bestenfalls zum Papiertiger. Die Sektionen sind kein Unternehmen mit Leistungsauftrag, zudem wird/kann es keine Sanktionen bei Nichteinhaltung geben.</p>	Ablehnung. Begründung siehe oben, A-5.
A-11 SP Basel-Stadt (QV Spalen, Basel West, QV Clara-Wettstein- Hirzbrunnen)	<p>Änderung in Ziffer 1, A Sektion</p> <p>1. Jede Sektion definiert die Ziele im Bereich der Mitgliederbindung auf Sektionsebene sowie 2-3 konkrete, dazugehörige Massnahmen.</p> <p>Begründung: Es ist sinnvoll und zielführend, die Mitgliedergewinnung und die Mitgliederbindung als Kernaufgaben der Sektionen in den Statuten zu verankern. Wir unterstützen auch die Forderung, dass jede Sektion Ziele in diesen Bereichen definiert und eine verantwortliche Person bezeichnen.</p> <p>Hingegen halten wir es für übertrieben und für kleine Sektionen zu aufwendig, jährlich konkrete Massnahmen zu definieren. Die Gefahr ist gross, dass die Definition von Massnahmen zu einer pro-forma Übung verkommt und Ressourcen bindet, die dringend für andere Aufgaben benötigt werden. Die Sektionen wissen selber am besten, in welcher Form sie am effektivsten in die Mitgliederbetreuung investieren.</p>	Ablehnung. Begründung siehe oben, A-6.
A-12 SP Rorschach Stadt am See	<p>Streichen von Ziffer 2, B Kantonalpartei</p> <p>Begründung: Von der Kantonalpartei organisierte Anlässe sollten für alle Mitglieder zugänglich sein.</p>	Ablehnung des Streichungsantrags, aber Ergänzung des Abschnittes 2 A wie folgt: „In Ergänzung zu den Sektionsaktivitäten organisiert die Kantonalpartei in regelmässigen Abständen mindestens einen attraktiven Anlass für Neumitglieder, bei welchem ein Kontakt zu den kantonalen FunktionärInnen ermöglicht wird. Sofern es sinnvoll ist, sollen die für die Neumitglieder organisierten Anlässe für alle Parteimitglieder offen stehen. “

<p>A-13 SP Rorschach Stadt am See</p>	<p>Streichen von Ziffer 4, A Sektion: Jede Sektion nimmt mindestens einmal pro Legislatur mit all ihren Mitgliedern persönlichen Kontakt auf. Begründung: Diese Forderung ist je nachdem, wie der «persönliche Kontakt» ausgelegt wird – Telefonanruf? Schriftliche Einladung zur Mitgliederversammlung? – entweder unrealistisch oder unnötig.</p>	<p>Ablehnung des Streichungsantrags, aber Ergänzung des Abschnittes 4 A wie folgt: „Jede Sektion hat mindestens einmal pro Legislatur im Rahmen einer Sektionsaktivität, Wahl- oder Basiskampagne oder dergleichen mit all ihren Mitgliedern persönlichen Kontakt.“ Ziffer 4, Abschnitt A beruht auf den Erfahrungen des Basiskampagnenwahlkampfes der eidgenössischen Wahlen 2015. In einer ersten Phase wurden systematisch Mitgliederlisten abtelefoniert, mit dem Ergebnis, dass sich so viele Mitglieder wie schon lange nicht mehr am Wahlkampf beteiligt haben. Einer der positiven Effekte war also die Reaktivierung der bestehenden Basis. Viele Mitglieder haben es auch explizit begrüsst, wieder einmal persönlich kontaktiert worden zu sein. Im modifizierten Antragspapier wird diese Grundidee verdeutlicht: dass es gut und wichtig ist, mit den Sektionsmitgliedern in Kontakt zu sein – gerade auch mit jenen, die schon lange nicht mehr an einer Sektionsaktivität teilgenommen haben. Die Sektion ist jedoch frei in der Umsetzung des Anliegens.</p>
<p>A-14 SP Bern Altstadt-Kirchenfeld</p>	<p>Streichen Ziffer 4, A Sektion: Jede Sektion nimmt mindestens einmal pro Legislatur mit all ihren Mitgliedern persönlichen Kontakt auf. Begründung: Eine solche unrealistische Zielvorgabe wertet das ganze Konzept ab. Ausserdem ist zu erwarten, dass es im Rahmen der Basiskampagnen sowieso zu 2-3 telefonischen Kontakten pro Legislatur kommt.</p>	
<p>A-15 PS Lausanne</p>	<p>Ergänzung von Ziffer 3, C SP Schweiz Sur la base des entretiens personnels des sections ou/et des partis cantonaux avec les nouveaux membres, le PS Suisse évalue les raisons qui ont motivé la personne à entrer dans le parti et continue de développer le matériel. Les membres ont accès à leurs données personnelles (personnenbezogene Daten), peuvent en contrôler le contenu et le modifier à tout moment. Les sections ont également accès à ces données. Explication : Le PS Lausanne aimerait s’assurer que les données récoltées le seront avec l’accord des membres, et avec la possibilité pour eux de les consulter et de les modifier. Il est important de faire preuve de transparence auprès des membres, de mériter leur confiance, et ne pas reproduire des pratiques que nous condamnons par ailleurs. Il est également important que les sections qui auront contribué à réunir ces données puissent également y avoir accès.</p>	<p>Modifizierte Annahme; Umformulierung des Abschnittes C 3 wie folgt: «Die SP Schweiz evaluiert regelmässig den Eintrittsprozess und die Eintrittsgründe. Auf dieser Basis werden neue Ideen entwickelt und bisherige Massnahmen verbessert.» Es geht bei diesem Punkt nicht um das Sammeln von Mitgliederinformationen, sondern um Hinweise darauf, ob die wesentlichen Prozesse funktionieren und wie sie verbessert werden können.</p>
<p>A-16 SP Thurgau</p>	<p>Streichen von Ziffer 5, Abschnitt C SP Schweiz: Die SP Schweiz lädt die ihr gemeldeten Verantwortlichen auf Sektions- und kantonaler Ebene regelmässig zu einem Treffen ein. Dort werden Erfahrungen ausgetauscht und weitere sinnvolle Massnahmen im Bereich der Mitgliederwerbung und Mitgliederbindung definiert. Begründung: Wir befürchten bei über 800 Mitgliederwerbungsverantwortlichen einen grossen und ineffizienten Apparat, der die Sektionen mit den grössten Problemen, überhaupt neue zeitliche oder personelle Ressourcen zu finden, nicht erreicht. Wir befürworten einen solchen</p>	<p>Ablehnung, siehe oben A-8.</p>

	Austausch im Rahmen der Koordinationskonferenzen, also zwischen der nationalen und kantonalen Ebene wie es im Punkt 2 bereits beschrieben wird. Den Austausch mit den einzelnen Sektionen sollen die Kantonalparteien übernehmen.	
--	---	--

Requête 5: Introduire la qualité de membre direct comme possibilité au niveau cantonal

Chaque parti cantonal du PS Suisse offre la possibilité d'avoir une qualité de membre direct au niveau cantonal.

Amendement déposé sur la requête 5 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-17 SP Zürich Sektion 6	Streichung; ggf. Verankerung auf tieferer Ebene Begründung: <ul style="list-style-type: none"> • Beschränkung in den Stauten der SPS auf die Arten der Mitgliedschaft in der SPS. • Fehlende Einbindung eines entsprechenden Mitglieds auf Orts-/Gemeinde-/Bezirks-/Regionalebene. Offene Fragen zu Ämtern, DV-Mandaten etc. • Widerspruch zu Mitgliederpartei, da Basisarbeit nicht vorgesehen. 	Ablehnung. Mit der Direktmitgliedschaft auf kantonaler Ebene soll die Sektionsmitgliedschaft wie erwähnt nicht konkurrenziert werden – unserer Ansicht nach wäre dieses Risiko mit der aktiven Bewerbung des Sympi-Status deutlich grösser.
A-18 SP Basel-Stadt (QV Spalen, Basel West, QV Clara-Wettstein-Hirzbrunnen)	Streichung des Antrags Begründung: Die SP setzt auf aktive Mitglieder. Die Sektionen sind für ihre Aktionen und Veranstaltungen auf Mitglieder angewiesen, die sich in ihrem direkten Umfeld und an der Basis engagieren. Der direkte Kontakt mit den Mitgliedern ist zentral. Die Mitgliederbindung soll mit den vorliegenden Anträgen 1 bis 4 sogar noch verstärkt werden. Eine Direktmitgliedschaft in der Kantonalpartei untergräbt diese Bemühungen. Wir anerkennen das Bestreben, zusätzlich zur Mitgliedschaft in einer Sektion eine Möglichkeit zu bieten, welche es erlaubt, die SP passiv zu unterstützen. Wir empfehlen zu diesem Zweck aber, die Möglichkeit des SympathisantInnen-Status aktiver zu bewerben und ggf. auszubauen.	Die Direktmitgliedschaft auf kantonaler Ebene soll insbesondere dann zum Tragen kommen, wenn jemand SP-Mitglied werden möchte und in einer Gemeinde wohnt, in der es keine SP-Sektion gibt.
A-19 SP Zürich 3	Zusatzantrag: Die Kantonalparteien sind frei, Bedingungen für eine solche Direktmitgliedschaft zu definieren. Begründung: Eine Direktmitgliedschaft macht Sinn für Mitglieder, in deren Wohnort keine Sektion existiert, oder die sich mit ihrer Sektion zerstritten haben. Hingegen werden potentielle Mitglieder, denen der lokale Bezug nicht wichtig ist, kaum durch eine Sektionsmitgliedschaft abgeschreckt. Auch als Sektionsmitglied ist man nicht gezwungen, sich am Sektionsleben zu beteiligen. Man kann sich gut auch nur in kantonalen und/oder nationalen Gremien engagieren. Direktmitgliedschaften bei den Kantonalparteien sollten die Ausnahme bleiben und nicht zur Regel werden. Sonst werden den Sektionen unnötigerweise Ressourcen entzogen. In vielen Kantonalparteien ist das heute gewährleistet, indem die kantonalen Statuten Anforderungen für eine Direktmitgliedschaft definieren. So können im Kanton Zürich nur jene Mitglieder	Annahme. Dieser Zusatz ist sinnvoll. Neu heisst der Antrag demnach: „Jede Kantonalpartei der SP Schweiz bietet die Möglichkeit einer Direktmitgliedschaft auf kantonaler Ebene an. Die Kantonalparteien sind frei, Bedingungen für eine solche Direktmitgliedschaft zu definieren. “

	<p>Direktmitglied werden, in deren Wohnort keine SP-Sektion existiert. Im Kanton Aargau muss die kantonale GL über eine Aufnahme entscheiden. Die Kantonalparteien sollen diese Freiheit auch in Zukunft behalten. Die Direktmitgliedschaft nicht aktiv zu bewerben, wie es die GL der SP Schweiz vorschlägt, genügt aus unserer Sicht nicht. Insbesondere, wenn eine Direktmitgliedschaft günstiger ist als eine Sektionsmitgliedschaft, droht sie den Sektionen Mitglieder zu entziehen.</p>	
A-20 SP Wädenswil	<p>Ergänzung: Die Direktmitgliedschaft kommt nur zum Tragen, wenn in der Wohn- oder Nachbargemeinde der Person keine SP-Sektion besteht.</p> <p>Begründung: Die SP Kanton darf die Sektionen nicht konkurrenzieren. Diese Absicht ist im Papier zwar klar deklariert, muss aber auch in den Statuten verankert sein, um spätere Missverständnisse oder eine Änderung der Anwendung des Paragrafen zu verhindern.</p>	<p>Ablehnung mit Verweis auf den Antrag A-19 der SP Zürich 3, wonach die Kantonalparteien frei sind, die Bedingungen für die Direktmitgliedschaft zu formulieren.</p>
A-21 PS Lausanne	<p>Suppression : Dans la note d'intention de la requête, supprimer : « Celle-ci n'est pas promue activement et n'entre en ligne de compte que s'il n'existe pas de section du PS dans la commune de résidence de la personne ou dans la commune voisine ou que la personne exprime explicitement son désir de ne pas être membre de la section correspondante. »</p> <p>Et complément : Requête 5 : introduire la qualité de membre direct comme possibilité au niveau cantonal Chaque parti cantonal du PS Suisse offre la possibilité d'avoir une qualité de membre direct au niveau cantonal s'il n'existe pas de section locale ou régionale qui puisse accueillir les membres.</p> <p>Explication : Cette possibilité doit être utilisée uniquement lorsqu'il n'existe pas de section locale qui puisse accueillir les membres, mais non lorsque ceux-ci en font la demande. Les membres d'une région doivent être soumis aux mêmes droits et aux mêmes devoirs. Il en va de la cohésion même du parti.</p>	<p>Annahme des Streichungsantrags, der sich allerdings nicht auf den Antrag 5 der Geschäftsleitung, sondern auf die einleitenden Bemerkungen im Antragsheft bezieht.</p> <p>Ablehnung des Zusatzantrags zum Antrag 5 mit Verweis auf den Antrag A-19 der SP Zürich 3, wonach die Kantonalparteien frei sind, die Bedingungen für die Direktmitgliedschaft zu formulieren.</p>
A-22 SP Appenzell AI	<p>Ergänzung der Direktmitgliedschaft auf kantonaler Ebene durch eine zusätzliche zeitgemässe Kategorie des «Direktmitglieds» auf nationaler Ebene.</p> <p>Ein «Direktmitglied» ist Mitglied der SP Schweiz und keiner weiteren Parteiebene. Der Mitgliederbeitrag wird an die SP Schweiz entrichtet und orientiert sich am Betrag der SP Schweiz. Sollte das «Direktmitglied» mehr einzahlen, fließt dieser Restbetrag direkt an die entsprechende Kantonalpartei bzw. Sektion.</p> <p>Das «Direktmitglied» erhält die Informationen der SP Schweiz (links, socialistes, Newsletter usw.). Es kann in den Organen und Fachkommissionen der SP Schweiz mitarbeiten oder auch an Aktionen auf nationaler Ebene teilnehmen (Unterschriftensammlungen, Aktivitäten der Basiskampagne usw.). Hingegen kann ein Direktmitglied nicht für ein parteiinternes Amt der SP Schweiz kandidieren.</p> <p>«Direktmitglieder» der SP Schweiz werden regelmässig kontaktiert und für einen Übertritt in die Sektionsmitgliedschaft angefragt.</p> <p>Begründung: Die SP kennt zurzeit nur eine Form der Mitgliedschaft: jene des Vollmitglieds (Statuten: Artikel 3, Abs. 1-12). Dieses orientiert sich stark am föderalistischen Aufbau der Schweiz mit Fokus auf die Sektionsmitgliedschaft. Angesichts der schwindenden Mitgliederzahlen stellt sich die Frage, ob wir mit neuen, zeitgemässen Formen der Mitgliedschaft mehr</p>	<p>Ablehnung.</p> <p>Die GL teilt allerdings mehrheitlich die Ansicht der antragsstellenden Sektionen, dass die SP Schweiz mit der aktuell bestehenden und einzigen Form der Sektionsmitgliedschaft nicht das ganze Spektrum an möglichen Mitgliedschaftsformen ausschöpft und damit auch nicht das ganze Potential an möglichen Mitgliedern abholt. In der Vernehmlassung an die Kantonalparteien hat die SP Schweiz deshalb den Kantonalparteien den Vorschlag der Direktmitgliedschaft auf nationaler Ebene unterbreitet. Aufgrund der Rückmeldungen der Kantonalparteien, die die Befürchtung äusserten, die Direktmitgliedschaft könnte die Sektionsmitgliedschaft konkurrenzieren, wurde der Vorschlag nicht ins Antragsbuch an den Parteitag aufgenommen. Die GL bleibt aus diesem Grund bei dieser Haltung.</p>

<p>A-23 SP Bern Altstadt-Kirchenfeld</p>	<p>Personen ansprechen und unsere Partei attraktiver machen können.</p> <p>Ergänzung des Antrags durch den Zusatz: „Die SP Schweiz und jede Kantonalpartei bieten die Möglichkeit einer Direktmitgliedschaft auf nationaler resp. kantonaler Ebene an. <i>Der Mitgliederbeitrag orientiert sich am Beitrag einer normalen Mitgliedschaft in einer Sektion. Er wird zwischen der SPS und der Kantonalpartei des Wohnorts entsprechend der üblichen Abgabe aufgeteilt.</i></p> <p>Begründung: Um auch Neumitglieder ohne engen Bezug zur lokalen Ebene für die Partei gewinnen zu können, soll die Direktmitgliedschaft so eingeführt werden. Die vorgeschlagene Beitragsberechnung verhindert zudem einen finanziellen Verlust von Mitgliederbeiträgen.</p>	
--	--	--

Requête 6: Modification de l'art. 24, section 4, La votation générale, statuts PS Suisse

Ancien	Nouveau
<p>[...]</p> <p>4. Tous les membres du parti enregistrés reçoivent le matériel de vote agréé par le Comité directeur. Ils ont deux semaines pour voter.</p>	<p>[...]</p> <p>4. Tous les membres du parti enregistrés reçoivent le matériel de vote agréé par le Comité directeur par écrit ou sous forme électronique. Ils ont deux semaines pour voter.</p>

Amendement déposé sur la requête 6 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
<p>A-24 Juso</p>	<p>Zusatzantrag betr. Ur-Abstimmung bei Bundesratsnominationen</p> <p>Die Geschäftsleitung erarbeitet ein Modell zu parteiinternen Vorwahlen für die Bundesratskandidat_innen der SP Schweiz im Falle eines Rücktritts der Amtsinhaber_innen. An diesen Vorwahlen können alle Mitglieder der Partei teilnehmen. Die Entscheide sind für Partei und Fraktion bindend. Eine entsprechende Statutenänderung und/oder Reglemententwurf wird an der nächsten Delegiertenversammlung den Delegierten zu Diskussion und Genehmigung vorgelegt. Der heutige Parteitag (3. und 4. Dezember 2016) überträgt die Befugnis für eine entsprechende Statutenänderung an die Delegiertenversammlung vom 1. April 2017.</p> <p>Begründung: Die Geschäftsleitung der SP Schweiz schreibt in ihrer Begründung zu Antrag 6 zu recht: Die Absicht eines Parteibeitritts ist es, Einfluss auf das Zeitgeschehen zu nehmen, etwas ändern und bewegen zu können. Als basisdemokratische Partei sind Mitbestimmungsrechte der Parteimitglieder für den langfristigen Erfolg der Sozialdemokratie zentral. Durch die Basiskampagne und andere strukturelle Anpassungen sind wir auf dem richtigen Weg, weg von der Repräsentationslogik, hin zu einer bewegungsorientierten Organisation, die sozialdemokratische Politik wieder mitten in die Gesellschaft trägt. Heute ist alleine die Fraktion für die Nomination der Bundesratskandidat_innen zuständig</p>	<p>Ablehnung.</p> <p>Der Antrag lehnt sich an eine Resolution an, die an der DV der SP am 1.12.2012 diskutiert wurde. Die damalige Begründung für die Ablehnung hat noch immer Gültigkeit: So lange das wählende Gremium der Bundesräte die Vereinigte Bundesversammlung ist, sind Primaries systemfremd. Drüber hinaus sprechen die folgenden Gründe für die Nichteinführung von Vorwahlen:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. KandidatInnen aus einer kulturellen, sprachlichen oder regionalen Minderheit würden geschwächt. KandidatInnen, die über eine mediale Bekanntheit oder über sehr effiziente Mittler verfügen, würden gestärkt. Mit dem jetzigen System können diese Ungleichheiten vermieden werden. 2. Die bürgerliche Mehrheit im Parlament würde die Chance nutzen, genau jeneN KandidierendeN abzu-

	<p>(Statuten der SP Schweiz Art. 21 Absatz 5). Dies entspricht allerdings längst nicht mehr der Bedeutung der Bundesrät_innen für die Gesamtpartei und nicht zuletzt auch ihrer Rolle in Wahlen und Abstimmungen. Mit einem parteiinternen Vorwahlverfahren könnten die Bundesrät_innen in Zukunft optimal in der Parteibasis verankert werden. Zudem ermöglicht es ein solches Verfahren, die Partei gegen aussen zu öffnen und die eigenen Leute zu mobilisieren. Solche Vorwahlen bieten ein optimales Instrument, um mehr Mitglieder der Partei in die nationale Verantwortung und Entscheidungsfindung einzubinden.</p>	<p>lehnen, die von der Partei in einem Primaries-System erkoren wurde.</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Die einzige Partei, die entsprechend dem Parlament einen Kandidaten aufzwingen wollte, war die SVP. Wir würden dabei der gleichen Logik folgen und dem Parlament, die Wahl entziehen. 4. Der vorliegende Vorschlag ist so von der Verfassung nicht vorgesehen. Vor allem der einhergehende Fraktionszwang ist damit eigentlich nicht zu vereinbaren. Die einzige Möglichkeit wäre, das jetzige Vorschlagsrecht der Geschäftsleitung durch eines der Basis zu ersetzen. Eine Kontrolle für ein entsprechendes Wahlverhalten unserer Fraktion gäbe es so aber nicht. 5. Dieses Modell würde unsere Bundesräte nicht an die Partei annähern – ganz im Gegenteil. Wir würden unsere Bundesräte direkt bei der Basis legitimieren. Es wäre so viel schwieriger einen geregelten regelmässigen Austausch zwischen Geschäftsleitung und Bundesratsmitgliedern zu ermöglichen.
--	--	--

Amendements supplémentaires au chapitre 1.

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-25 SP Stadt Zürich Sektion 6	<p>Forderung: (Wieder-) Einführung eines schweizweiten Mitgliederausweis; bevorzugterweise in Form eines Parteibüchleins</p> <p>Begründung:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emotionale Bindung der Mitglieder an die Partei stärken • Informationsfluss verbessern 	<p>Ablehnung.</p> <p>Bei diesem Antrag handelt es sich um eine möglicherweise gute Idee, die jedoch nicht auf Ebene des Parteitags beschlossen werden muss. Sie kann jedoch sehr gut in den Arbeitsprozess der Neumitgliedergewinnung und Mitgliederbindung (siehe Kap. 2.1 des Antragspapiers) eingespeist werden.</p> <p>Das Parteibüchlein stammt aus einer Zeit vor den elektronischen Zahlungsmöglichkeiten. Nach bezahltem Mitgliederbeitrag erhielt jedes Mitglied von der ein Märkli, das in das Parteibuch eingeklebt wurde. Vor diesem Hintergrund müsste man überlegen, wie das Parteibüchlein oder ein Mitgliederausweis heute sinnvollerweise wiederaufgelebt werden könnte, zumal es keinen zentralen Mitgliederein-</p>

<p>A-26 SP Bern Altstadt- Kirchenfeld</p>	<p>Neuer Antrag: Die SP Schweiz informiert jedes Mitglied über die Möglichkeiten, sich auf regionaler, kantonaler und nationaler Ebene zu Themen zu engagieren, die über den Fokus der Sektion hinausgehen. Begründung: Um den Neumitgliedern alle Möglichkeiten zum Engagement nach ihren individuellen Interessen aufzeigen zu können, ist auch eine Information über die Möglichkeiten des Engagements auf regionaler, kantonaler und nationaler Ebene wichtig.</p>	<p>zug gibt. Modifizierte Annahme: „Die SP Schweiz informiert im Rahmen ihrer bestehenden Möglichkeiten immer wieder auf die Möglichkeiten des Engagements auf nationaler Ebene.“ Diese Massnahme ist sinnvoll und wird bereits heute durchaus auch umgesetzt. Die SP Schweiz kann jedoch nicht über die regionalen und kantonalen Möglichkeiten informieren.</p>
---	--	--

CHAPITRE 2: ORGANISATION ET STRUCTURES

Requête 7: Modification de l'art. 8, Les Femmes socialistes, statuts PS Suisse ¹

Ancien

1. Membres: toutes les femmes membres du PS sont aussi membres des Femmes socialistes.
2. Les organes des Femmes socialistes sont la conférence des femmes et la Coordination des femmes. Leur organisation et leurs activités font l'objet d'un règlement adopté par l'Assemblée des délégué-e-s.
3. Le Coordination des femmes se compose de la Présidence et de la secrétaire centrale du PS Femmes, d'au moins une déléguée par canton et d'autres membres prévus au règlement.
4. Les femmes peuvent créer des groupes au plan local, régional et cantonal.

Nouveau

1. Les Femmes* socialistes suisses se comprennent comme un mouvement progressiste du féminisme social-démocratique. Elles s'engagent pour l'émancipation des femmes et pour l'égalité des sexes, que ce soit dans le domaine politique, économique, social ou culturel. La promotion de mesures positives pour la mise en œuvre du droit des femmes et l'élimination de la discrimination envers toute personne en raison de son genre ou orientation sexuelle sont au centre de leur travail politique. Elles s'engagent également pour assurer la relève féminine en politique.
2. L'organisation, la composition de leurs organes, l'affiliation et le financement des Femmes* socialistes sont fixés dans un règlement.

Amendement déposé sur la requête 7 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-27 SP60+	<p>Ergänzungsantrag: Die SP Schweiz unterstützt die Organe im gleichen Masse mit Personalressourcen im Zentralsekretariat und einem jährlichen Budget für die Umsetzung der Aktivitäten.</p> <p>Begründung: Die historisch bedingten Unterschiede in der Unterstützung der verschiedenen Organe sind nicht mehr gerechtfertigt. Eine Angleichung von Personalressourcen im Zentralsekretariat und Geldmitteln ist rasch zu realisieren.</p>	<p>Ablehnung.</p> <p>Dieser Antrag bezieht sich nicht auf einen Antrag der Geschäftsleitung, sondern auf die Einleitung. Während die Wichtigkeit der drei Organe ausser jeder Frage steht und an dieser Stelle allen für ihre Mitarbeit gedankt sei, sind die Personalressourcen des Zentralsekretariats Teil des Budgetprozess und fallen somit in die Kompetenz der DV.</p>

Requête 8: Modification de l'art. 10, PS60+, statuts PS Suisse

Ancien

1. Tous les membres du PS âgés de plus de 60 ans peuvent adhérer au

Nouveau

1. Le PS60+ est l'organe faitier des organisations du domaine de la vieillesse

¹ L'Assemblée générale des Femmes socialistes du 20 février 2016 a décidé de renommer les Femmes socialistes « Femmes* socialistes suisses ». L'astérisque placé après le nom des Femmes socialistes symbolise l'ouverture des Femmes* socialistes à toutes les personnes qui se perçoivent elles-mêmes comme des femmes – indépendamment du genre qui leur a été attribué à la naissance et sans égard aux normes sociales et sociétales dominantes.

<p>PS60+.</p> <p>2. Les organes du PS60+ sont la Conférence, le Comité et la présidence. Leur organisation et leurs activités sont définies dans un règlement approuvé par l'Assemblée des délégué-e-s ou le Congrès du parti.</p> <p>3. La Conférence annuelle est ouverte à tous les membres du PS60+.</p> <p>4. Le Comité se compose de la Présidence, de deux camarades délégués des partis cantonaux, de huit camarades élu-e-s librement et de deux membres du Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale.</p> <p>5. Le PS60+ peut former des groupes à l'échelon local, régional et cantonal.</p>	<p>cantonales et régionales au sein du PS. Il représente, sur la base de leurs expériences et de leur situation de vie, le point de vue de la génération des seniors. Il ne se limite pas à la défense d'intérêts spécifiques à leur âge, mais il est solidaire avec toutes les générations. Le PS60+ lutte pour l'égalité et l'autodétermination des seniors ainsi que pour le respect de la dignité des seniors dans la société. Il promeut la participation des camarades plus âgés aux événements d'actualité sociétaux et politiques.</p> <p>2. L'organisation, la composition et les compétences des instances du PS60+, l'affiliation ainsi que les compétences financières sont fixées dans un règlement.</p>
---	---

Pas d'amendements.

Requête 9: Ajout d'un nouvel art. 10 a, PS Migrant-e-s, statuts PS Suisse

<p>Art. 10 a PS Migrant-e-s</p> <p>1. Le PS Migrant-e-s s'engage en faveur du renforcement de la participation politique et de l'assimilation des personnes issues de la migration à l'intérieur et à l'extérieur du PS. Parallèlement, le PS Migrant-e-s s'engage dans les pays d'origine des migrantes et des migrants en faveur des valeurs et de la politique socialistes, comme la paix, la résolution pacifique des conflits, l'émancipation, l'autodétermination, l'égalité de toutes et de tous et la fin de l'exploitation.</p> <p>2. L'organisation, la composition de ses organes, l'affiliation et le financement du PS Migrant-e-s sont fixés dans un règlement.</p>
--

Amendement déposé sur la requête 9 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-28 SP Kanton St. Gallen	Änderungsantrag: Streichung des zweiten Satzes von Abs.1 „Gleichzeitig setzen sich die SP MigrantInnen in den Herkunftsländern der Migrantinnen und Migranten für sozialdemokratische Werte und Politik wie Frieden, gewaltfreie Konfliktlösung, Emanzipation, Selbstbestimmung, Gleichstellung	Modifizierte Annahme (in Absprache mit den SP MigrantInnen): „Die SP MigrantInnen setzen sich für die verstärkte politische Partizipation und die

	<p>und ein Ende der Ausbeutung ein“ und ersetzen durch: „Die SP MigrantInnen verfügen nebst den wichtigen Erfahrungswerten und den unterschiedlichsten professionellen Kompetenzen über besondere kulturelle Ressourcen und persönliche und politische Verbindungen in ihre Herkunftsländer. Die setzen sie im Verbund mit der SP Schweiz ein im Sinne einer internationalistischen Politik für sozialdemokratische Werte und Politik wie Frieden, gewaltfreie Konfliktlösung, Emanzipation, Selbstbestimmung, Gleichstellung und ein Ende der Ausbeutung weltweit. Die SP MigrantInnen agieren dabei als wichtige Brückenbauer für die SP Schweiz, um die Zusammenarbeit mit den unterschiedlichen Ländern zu fördern.“</p> <p>Begründung: Die Formulierung im ursprünglichen Antrag droht den Rahmen des Möglichen zu sprengen. Den SP MigrantInnen wird die Verantwortung übertragen in ihren Herkunftsländern aktiv Politik zu machen. Wir sind der grundsätzlichen Auffassung, dass die Kernaufgabe der SP MigrantInnen die Schweizer Politik ist. Dies kommt im ursprünglichen Antragstext jedoch nicht zur Geltung. Kommt hinzu, dass sich diese Gruppierung aufgrund der Heterogenität der SP MigrantInnen wohl in Dutzenden Ländern aktiv in die dortige Politik einzumischen hätte, was für die SP und die SP MigrantInnen zur Überforderung führen kann.</p> <p>Unser Alternativvorschlag verweist darauf, dass wir mit den Migrantinnen und Migranten innerhalb der SP über wertvolle Wissensträger verfügen, um eine internationalistische Politik zu betreiben, die tatsächlich im Sinne sozialdemokratischer Bewegungen anderer Länder ist. Diesen Vorteil gilt es zu gemeinsam nutzen. Primär ist die SP Schweiz für die Verfolgung der genannten angestrebten hohen Ziele verantwortlich. Dass sie dabei vermehrt in Zusammenarbeit mit den SP MigrantInnen, welche als Brückenbauer sehr wertvoll sind, aktiv wird, ist ganz in unserem Sinne.</p> <p><i>Bemerkung:</i> wir reichen diesen Antrag mit Einverständnis der SP MigrantInnen des Kantons St.Gallen ein, die unsere Einschätzung teilen.</p>	<p>Gleichstellung von Menschen mit Migrationshintergrund inner- und ausserhalb der SP ein. Gleichzeitig unterstützen sie als Brückenbauer die SP Schweiz, um in den Herkunftsländern der Migrantinnen und Migranten für sozialdemokratische Werte und Politik wie Frieden, gewaltfreie Konfliktlösung, Emanzipation, Selbstbestimmung, Gleichstellung und ein Ende der Ausbeutung einzutreten.“</p> <p>Begründung: Idee und Stossrichtung der SP Kanton St. Gallen können uneingeschränkt unterstützt werden. Die vorgeschlagene Formulierung ist aber viel zu lang geraten. Der Kerngedanke lässt sich kürzer und prägnanter formulieren.</p>
A-29 PS Lausanne	<p>Änderungsantrag : Remplacer le terme « assimilation » par « intégration »</p> <p>Explication : Il s'agit probablement d'une mauvaise traduction. Le terme « assimilation » a une connotation très négative qui renvoie entre autres à la colonisation française. Il ne correspond pas à la vision socialiste de l'accueil des migrants dans notre société. Le terme « intégration » est le terme utilisé couramment.</p>	<p>Annahme. Völlig einverstanden mit der Begründung.</p>
A-30 SP60+	<p>Änderung des Absatzes 2 in den Zweckartikeln der Organe: Die Organisation, Zusammensetzung und Kompetenzen der Gremien der SP60+ [SP Frauen*, SP MigrantInnen], Mitgliedschaft sowie die Finanzbefugnisse sind in einem Reglement geregelt.</p> <p>Begründung: Die abweichenden Formulierungen von Absatz 2 der Artikel 8 und 10a sind nicht zu rechtfertigen.</p>	<p>Annahme. Hier handelt es sich um einen Übertragungsfehler im Antragsheft.</p>

Requête 10: Modification de l'art. 11, Les organes du parti, statuts PS Suisse

Ancien

1. Les organes du parti sont:
 - a. Le Congrès

Nouveau

1. Les organes du parti sont:
 - a. Le Congrès

b. L'Assemblée des délégué-e-s
 c. La Conférence de coordination
 d. Le Comité directeur
 e. La Présidence
 f. La Commission de finances
 g. Le Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale
 h. La Conférence des femmes
 i. La Coordination des femmes
 h. La Commission de contrôle
 k. Le PS60+
 [...]

b. L'Assemblée des délégué-e-s
 c. La Conférence de coordination
 d. Le Comité directeur
 e. La Présidence
 f. La Commission de finances
 g. Le Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale
 h. La Commission de contrôle
 i. **Les Femmes* socialistes**
 j. Le PS60+
 k. **Le PS Migrant-e-s**
 [...]

Pas d'amendements.

Requête 11: Modification de l'art. 12, alinéa 2, Le Congrès, statuts PS Suisse

Ancien

2. [Le Congrès] est composé:
 [...]
 e. des membres de la Coordination des femmes
 f. des membres du Comité du PS60+
 g. de deux camarades délégué-e-s par chacun des partis cantonaux
 h. de douze camarades délégué-e-s par la jeunesse socialiste
 [...]

Nouveau

2. [Le Congrès] se compose de:
 [...]
 e. **douze délégué-e-s des Femmes* socialistes**
 f. **douze délégué-e-s du PS60+**
 g. **douze délégué-e-s du PS Migrant-e-s**
 h. deux délégué-e-s de chacun des partis cantonaux
 i. douze délégué-e-s de la Jeunesse socialiste
 [...]

Amendement déposé sur la requête 11 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-31 SP60+	Änderung von Art. 12, Absatz 2, Der Parteitag, Statuten SP Schweiz – neuer Absatz 2a: Die Delegationen der Organe beim Parteitag bestehen ausschliesslich aus SP-Mitgliedern. Begründung: Nur Parteimitglieder sollen bei mitentscheidenden Gremien mitmachen. Es ist nicht nachvollziehbar, dass Externe, auch wenn Sympathisanten, die in den Organen aktiv sind, politische Entscheide treffen.	Annahme. Neuer Absatz 2bis: „Die Delegationen der Organe bestehen ausschliesslich aus SP-Mitgliedern.“ In der Praxis ist es bereits jetzt so, dass nur die Delegierten eine Stimmkarte erhalten, die Mitglied der SP Schweiz sind.

Requête 12: Modification de l'art. 15, alinéa 3, L'Assemblée des délégué-e-s, statuts PS Suisse

Ancien	Nouveau
<p>3. L'Assemblée des délégué-e-s se compose:</p> <p>[...]</p> <p>e. de huit déléguées des Femmes socialistes suisses</p> <p>f. de huit délégué-e-s de la Jeunesse socialiste suisse</p> <p>g. de huit délégué-e-s du PS60+</p> <p>[...]</p> <p>j. ainsi que des représentantes et représentants, sans droit de vote:</p> <p>- - de Solidar Suisse (ex-OSEO)</p> <p>[...]</p>	<p>3. L'Assemblée des délégué-e-s se compose de:</p> <p>[...]</p> <p>e. huit délégué-e-s des Femmes* socialistes suisses</p> <p>f. huit délégué-e-s de la Jeunesse socialiste suisse</p> <p>g. huit délégué-e-s du PS60+</p> <p>h. huit délégué-e-s du PS Migrant-e-s</p> <p>[...]</p> <p>k. ainsi que des représentantes et représentants, sans droit de vote des organisations suivantes:</p> <p>- Solidar Suisse²</p> <p>[...]</p>

Amendement déposé sur la requête 12 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-32 SP60+	<p>Statutenänderung, Art. 15 (DV): neuer Absatz 3a: Die Delegationen der Organe bei der Delegiertenversammlung bestehen ausschliesslich aus SP-Mitgliedern.</p> <p>Begründung: Nur Parteimitglieder sollen bei mitentscheidenden Gremien mitmachen. Es ist nicht nachvollziehbar, dass Externe, auch wenn Sympathisanten, die in den Organen aktiv sind, politische Entscheide treffen.</p>	Annahme: Neuer Absatz 3bis, Begründung siehe A-31.

Requête 13: Modification de l'art. 16, alinéa 1, La Conférence de coordination (Coco), statuts PS Suisse

Ancien	Nouveau
<p>1. La Conférence de coordination se compose:</p> <p>[...]</p> <p>d. de 3 représentantes des Femmes socialistes suisses</p>	<p>1. La Conférence de coordination (Coco) se compose de:</p> <p>[...]</p> <p>d. deux délégué-e-s des Femmes* socialistes suisses</p>

² Depuis 2011, l'ancienne Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) s'appelle Solidar Suisse

e. de 3 représentant-e-s de la Jeunesse socialiste suisse
 f. de 3 représentant-e-s du PS60+

e. **deux** délégué-e-s de la Jeunesse socialiste suisse
 f. **deux** délégué-e-s du PS60+
 g. **deux délégué-e-s du PS Migrant-e-s**

Amendement déposé sur la requête 13 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-33 SP60+	<p>Änderung von Art. 16, Absatz 1, Die Koordinationskonferenz, Statuten SPS Die Koordinationskonferenz besteht aus: [...] d. drei Delegierten der SP Frauen Schweiz e. drei Delegierten der Juso Schweiz f. drei Delegierten der SP60+ fbis [neu] drei Delegierte der SP MigrantInnen [...] Begründung: Die Organe der SP Schweiz sind sozusagen Dachverbände von kantonalen und regionalen SP Organisationen. Deshalb ist eine Dreiervertretung in der KoKo – unter Berücksichtigung der verschiedenen Regionen – wichtig. Diese hat sich zum Beispiel bei SP60+ bisher bewährt mit je einer Vertretung aus dem Kanton Tessin, Kanton Schwyz und Kanton Zürich. Vier Personen mehr als im Vorschlag (und nur drei mehr als heute) an der KoKo sind sicher noch zu ertragen. Der Absatz für die Delegierten der SP MigrantInnen erhält Buchstabe <i>fbis</i>, weil er offensichtlich den bestehenden Absatz g («An der KoKo ohne Stimmrecht nehmen teil: - VertreterInnen der SP-Bundesratsmitglieder - ZentralsekretärInnen der SP Schweiz») nicht ersetzen soll.</p>	<p>Ablehnung. Die Koordinationskonferenz ist das Organ der Kantonalparteien. Mit dem Antrag der SP60+ würde sich die Gewichtung zugunsten der Organe etwas verschieben.</p>
A-34 SP60+	<p>Statutenänderung, Art. 16 (Koordinationskonferenz): neuer Absatz 1a: Die Delegationen der Organe bei der Koordinationskonferenz bestehen ausschliesslich aus SP-Mitgliedern. Begründung: Nur Parteimitglieder sollen bei mitentscheidenden Gremien mitmachen. Es ist nicht nachvollziehbar, dass Externe, auch wenn Sympathisanten, die in den Organen aktiv sind, politische Entscheide treffen.</p>	<p>Annahme: Neuer Absatz 1bis. Begründung siehe A-31.</p>

Antrag 14 der GL: Änderung von Art. 17, Absatz 1, Die Geschäftsleitung, Statuten SPS

Ancien

1. Le Comité directeur se compose:
 [...]
 e. de deux délégué-e-s de la Présidence des Femmes socialistes suisses
 f. de deux délégué-e-s de la Jeunesse socialiste suisse

Nouveau

1. Le Comité directeur se compose de:
 [...]
 e. deux délégué-e-s de la Présidence des Femmes* socialistes suisses
 f. deux délégué-e-s de la Jeunesse socialiste suisse

[...] g. **deux délégué-e-s du PS60+**
 h. **deux délégué-e-s du PS Migrant-e-s**
 [...]

Eingegangene Anträge zu Antrag 14 der GL (aus der Antragsfrist 1 vom 20. Oktober 2016):

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-35 SP60+	Statutenänderung, Art. 17 (Geschäftsleitung): neuer Absatz 1a: Die Delegationen der Organe bei der Geschäftsleitung bestehen ausschliesslich aus SP-Mitgliedern. Begründung: Nur Parteimitglieder sollen bei mitentscheidenden Gremien mitmachen. Es ist nicht nachvollziehbar, dass Externe, auch wenn Sympathisanten, die in den Organen aktiv sind, politische Entscheide treffen.	Annahme, Begründung siehe A-31.
A-36 SP Bern Altstadt-Kirchenfeld	Änderung: „1. Die Geschäftsleitung besteht aus: [...] <ul style="list-style-type: none"> e. <i>einer</i> Delegierten des Präsidiums der SP Frauen f. <i>einer</i> Delegierten / einem Delegierten der Juso g. <i>einer</i> Delegierten / einem Delegierten der SP60+ h. <i>einer</i> Delegierten / einem Delegierten der SP MigrantInnen Begründung: Die GL ist heute mit 21 Mitgliedern bereits zu gross. Jede Vergrösserung erhöht die Schwerfälligkeit des Gremiums und verschiebt damit die Gewichte von der GL zum Präsidium. Zur Vertretung der Organe genügt je ein Sitz in der GL.	Ablehnung. Die Geschäftsleitung teilt die Ansicht der Sektion, dass die GL als strategisches Organ der SP Schweiz mit aktuell 21 Personen relativ gross ist. Der Unterschied zwischen der aktuellen Lösung und der vorgeschlagenen (25 Personen) ist jedoch so minim, dass sie zu vertreten ist.

Requête 15: Modification de l'art. 15, alinéa 4, Compétence de l'Assemblée des délégué-e-s et modification de l'art. 17, alinéa 2, Compétence du Comité directeur, statuts PS Suisse

Art. 15, alinéa 4, Compétence de l'Assemblée des délégué-e-s	Art. 17, alinéa 2, Compétence du Comité directeur
<p>Ancien</p> <p>4. L'Assemblée des délégué-e-s est notamment compétente pour: [...] n. la rédaction des règlements de la protection des données, de la Commission de surveillance, des Commissions permanentes, du vote général et des finances du parti ainsi que de l'adoption des règlements des Femmes socialistes suisses, du PS60+ et du Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale.</p>	<p>Nouveau</p> <p>4. L'Assemblée des délégué-e-s est notamment compétente pour: [...] n. la rédaction des règlements de la Commission de contrôle et du Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale, des règlements relatifs à la protection des données, les Commissions permanentes, le vote général et pour les finances du parti ainsi que de l'adoption des règlements des Femmes socialistes suisses, du PS60+ et du Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale.</p>

Ancien

2. Le Comité directeur est l'organe de direction stratégique du parti. Il est notamment compétent pour:[...]

Nouveau

2. Le Comité directeur est l'organe de direction stratégique du parti. Il est notamment compétent pour:[...]

q. l'approbation des règlements des Femmes* socialistes, du PS60+ et du PS Migrant-e-s

Amendement déposé sur la requête 15 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-37 SP Stadt Bern	<p>Antrag 15: streichen Begründung: Die DV tagt oft genug, dass sie Reglementsänderungen der Organe innert nützlicher Frist abnehmen kann. Wir sehen keinen Grund, die Delegiertenversammlung in dieser Hinsicht in ihrer Kompetenz zu beschneiden. Im Gegenteil: Es kann notwendig sein, dass die Delegierten aus den verschiedenen Kantonen und Regionen zu einer Reglementsänderung von Organen Stellung nehmen, da sie direkt davon betroffen sein können.</p>	<p>Ablehnung. Die GL hält an ihrem Antrag fest, dass eine Kompetenzverschiebung betreffend Verabschiedung der Reglemente der Organe aus sinnvoll ist und die Rolle der DV als vorab politisches Gremium stärkt. Je mehr organisatorische Zuständigkeiten die DV regeln muss, desto weniger kann sie ihre eigentliche Funktion wahrnehmen und über die Inhalte in Form von Positions- und Themenpapieren sowie strategisch-inhaltliche Entscheide der SP befinden.</p> <p><i>Die Fraktion fehlt nicht, sondern ist aufgrund der neuen Formulierung oben aufgeführt.</i></p>
A-38 SP60+	<p>Statutenänderung, Art. 15 (Zuständigkeit der Delegiertenversammlung) und vom Artikel 17, Absatz 2, Zuständigkeit der Geschäftsleitung, Statuten SPS. <i>Art. 15, Absatz 4, Buchstabe n wird so neu formuliert:</i> n. der Erlass der Reglemente der Geschäftsprüfungskommission, der Reglemente über den Datenschutz, der ständigen Kommissionen, die Urabstimmung und die Parteifinanzen sowie die Genehmigung der Reglemente der SP Frauen, der SP60+, der SP MigrantInnen und der Fraktion. <i>Art. 17, Absatz 2 bleibt wie jetzt</i> Begründung: Die Reglemente der Organe sind wichtige Dokumente, die die Organisation, Zusammensetzung und Kompetenzen der Gremien der Organe, Mitgliedschaft sowie die Finanzbefugnisse bestimmen. Es ist deswegen wichtig, dass diese Reglemente wie jetzt von der Delegiertenversammlung genehmigt werden, die eine klare politische Legitimation gewährleisten kann. Änderungen der Reglemente kommen gar nicht so oft vor, wie befürchtet wird, und die Diskussion unter den Organvertretern im »adäquaten Personenkreis« der Geschäftsleitung wird weiterhin möglich sein.</p>	
A-39 SP Zürich Sektion 6	<p><i>Korrigenda: im Vorschlag für die Neuformulierung des Art. 17 Abs. 2 fehlt das Reglement für die Fraktion</i> Ergänzung des Artikel 17: Die Delegiertenversammlung ist zuständig insbesondere für: [...] n. die Schlichtung und abschliessende Klärung bei Unstimmigkeiten zu Reglementen für SP Frauen*, SP60, SP MigrantInnen und Fraktion Begründung:</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Die Kompetenzverschiebung von der DV hin zur GL wird aus Gründen der Effizienz begrüsst • Aus Demokratieüberlegungen soll die DV explizit als Eskalations- und damit abschliessend bestimmende Instanz zuständig sein. 	
--	---	--

Requête 16: Modification de l'art. 20, Le Secrétariat central, statuts PS Suisse

Ancien

1. Le Secrétariat central assume les mandats et exécute les décisions des divers organes du parti. L'organisation, les obligations et les compétences du secrétariat central sont consignées dans un cahier des charges d'ordre général établi par le Comité directeur.

2. Le secrétaire général ou la secrétaire générale dirige le secrétariat central et le département politique. Il est responsable de l'engagement des secrétaires centrales et centraux. Les secrétaires centrales et centraux sont les responsables d'un département, le porte-parole auprès des médias, le coordinateur/la coordinatrice romand/e et la secrétaire du PS Femmes. Il est tenu compte de la représentation des différentes régions linguistiques lors de l'engagement et du renouvellement du personnel politique; au moins une secrétaire centrale ou un secrétaire central doit être de langue maternelle latine; le coordinateur ou la coordinatrice romand-e doit être bilingue ou d'expression française. L'instance de ratification et de recours est le Comité directeur. La secrétaire générale ou le secrétaire général est notamment responsable devant la Commission des finances du déroulement de toutes les affaires financières.

Nouveau

1. Le Secrétariat central assume les mandats et exécute les décisions des divers organes du parti. Il est notamment compétent pour les tâches suivantes:

- Secrétariat et conseil du Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale
- Encadrement et conseil des partis cantonaux
- Mise à disposition de prestations d'importance centrale pour les partis cantonaux et – d'entente avec les partis cantonaux – pour les sections ainsi que les membres
- Conception, réalisation et évaluation de campagnes nationales (élections et votations)
- Garantie et développement continu de la capacité de mener des campagnes et de la capacité de mobilisation
- Élaboration de mesures pour l'évolution du nombre des membres
- Organisation et animation d'ateliers et de colloques de formation
- Mise à jour et développement en continu de la banque de données des membres
- Établissement du budget annuel ainsi que sa surveillance et son respect

2. Le Secrétariat central est dirigé par le secrétaire général ou la secrétaire générale, qui représente le parti dans les dossiers juridiques auprès de l'extérieur et règle les intérêts propres du Secrétariat général.

3. Il est tenu compte de la représentation des différentes régions linguistiques lors de l'engagement et du renouvellement du personnel; le coordinateur ou la coordinatrice romand-e doit être d'expression française.

4. L'organisation, les compétences ainsi que les activités concrètes du Secrétariat central

tariat central sont présentées annuellement au Comité directeur et approuvées par celui-ci.

Amendement déposé sur la requête 16 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-40 SP Aargau	<p>Ergänzung: j. die Aus- und Weiterbildung von Mitgliedern und Parteifunktionär_innen</p> <p>Begründung: Die politische sowie handwerkliche Bildung scheint uns eine zentrale Aufgabe auch der nationalen Parteistruktur. In Richtung der Basisbildung wurden in den vergangenen Jahren bereits einige Anstrengungen unternommen (Bildungsmodule, Sommeruni). Dies gilt es auszubauen. Schwach ist die SP jedoch, wenn es um die spezifische Aus- und Weiterbildung ihrer eigenen Parteifunktionärinnen geht. Die Kantonalparteien sind zu klein, um Weiterbildungsangebot selbst zu erstellen, auf dem Markt gibt es wenige passende Angebote (auch nicht bei Movendo).</p>	<p>Modifizierte Annahme: Integration in Punkt c. „Zur Verfügung stellen von zentralen Dienstleistungen für die Kantonalparteien und – in Absprache mit den Kantonalparteien – für die Sektionen sowie die Mitglieder wie z.B. Angebote für die Mitgliedergewinnung und -bindung, Bildungs-, Sektions- und Kampagnenarbeit.“</p> <p>Das Anliegen ist berechtigt und nachvollziehbar. Die explizite Erwähnung der Aus- und Weiterbildung von Mitgliedern und ParteifunktionärInnen ist im Vergleich zu den aufgeführten Kernaufgaben des Zentralsekretariats jedoch zu spezifisch.</p>

Amendements supplémentaires au chapitre 2.

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-41 SP Zürich 4, SP Köniz, SP Bern Nord, Min Li Marti, Mattea Meyer	<p>Ergänzung der Statuten, Art. 1 (Ziele) durch den neuen Punkt 4 «Organisationsziele»:</p> <p>Die SP ist eine demokratische Mitgliederpartei. Sie schöpft ihre Stärke aus dem freiwilligen und professionellen Engagement ihrer Mitglieder in den verschiedensten Funktionen in der ganzen Schweiz. Sei das in der Sektionstätigkeit, bei der politischen Inhaltsvermittlung und Überzeugungsarbeit, der Mobilisierung für Wahlen und Abstimmungen oder dem Vertreten der Partei in Parlamenten, Regierungen und anderen Institutionen.</p> <p>Zur Erreichung ihrer Ziele ist die SP bestrebt, die Zahl, Organisation und den Einfluss ihrer Mitglieder stetig zu steigern. Dafür stellt die SP auf allen organisatorischen Ebenen geeignete Ressourcen zur Verfügung.</p> <p>Begründung: Die Entwicklung der letzten Jahre zeigt, dass es für die SP eine zunehmende Herausforderung wird, ihre Positionen und Argumente an die Bevölkerung zu bringen. Erstens haben die rechten Parteien und Verbände dank den Millionenspenden von Gross-</p>	<p>Annahme.</p> <p>Dieser Antrag entspricht der Stossrichtung des Projekts in hohem Masse.</p>

	<p>konzernen und superreichen Geldgebern Werbebudgets, die um ein Vielfaches grösser sind als die der SP und ihrer Verbündeten. Dieser Graben wird sich in Zukunft wohl noch weiter öffnen.</p> <p>Zweitens betreibt die Mainstream-Presse regelmässig Kampagne gegen linke Anliegen. Die millionenschweren Eigentümer der Verlage drücken den Redaktionen entweder direkt einen rechten Kurs auf oder die Redaktionen ordnen sich ihm in vorseilendem Gehorsam den Interessen ihrer Arbeitgeber, der grossen Inseratekunden und - um ihren Zugang nicht zu verlieren - den Mächtigen in Politik und Wirtschaft unter. Die Situation wird sich in Zukunft noch weiter verschärfen, wenn Rechtskonservative weitere Medien in ihre Hände bringen.</p> <p>Die SP braucht deshalb eine starke, engagierte und gut koordinierte Basis. Nur so kann sie ohne Millionen für Werbung und bei einseitiger Presse ihre Anliegen in der Gesellschaft verbreiten. Die Stärke der SP sind seit jeher ihre vielen Mitglieder im ganzen Land. Diese Mitgliederbasis zu erhalten und weiter zu stärken, ist eigentliches Ziel unseres Parteitags und der vorliegenden Statutenrevision. Wir sind jedoch der Meinung, dass dies nicht stark genug unterstrichen wird und in der Diskussion um statuarische Details vergessen geht. Bei der SP entscheiden die Menschen über unsere Politik – und nicht Milliardäre vom Zürichsee.</p> <p>Die Erfahrungen der letzten Jahre zeigen, dass es möglich ist, starke Kampagnen zu führen und gleichzeitig die Zahl, Organisation und Durchschlagskraft der Mitglieder zu stärken. Zum ersten Mal seit 20 Jahren wächst die Mitgliederzahl der SP wieder schweizweit. Damit dies kein Strohfeuer bleibt, braucht es einen deutlicheren Fokus auf die langfristige Aufgabe, die Grundlage der SP, ihre Mitgliederbasis, laufend zu stärken und so mehr Schlagkraft aufzubauen. Diese im hektischen Politbetrieb nicht immer sehr sichtbare und darum auch häufig unterschätzte Aufgabe muss langfristig geplant, professionell und mit genügend Ressourcen ausgestattet sowie auf allen Ebenen (SP Schweiz, Kantone und Sektionen) stufengerecht ausgeführt werden. Wir sehen hier einen starken Entwicklungsbedarf, aber auch enorme Chancen für die Zukunft.</p> <p>Gleichzeitig besteht die Gefahr, dass der SP aus kurzfristigen finanziellen Überlegungen die nötigen Mittel fehlen, um die notwendigen Massnahmen zu ergreifen. Mit dem zusätzlichen Artikel zu "Organisationszielen" möchten wir diese Strategie verbindlich in den Statuten verankern. Nicht zuletzt wollen wir auch an das eigentliche Ziel der Statutenrevision erinnern: Heute das Fundament für eine starke SP von morgen zu legen!</p>	
<p>A-42 GL SP Schweiz</p>	<p>Ergänzung der Statuten, Artikel 3 (Mitgliedschaft) um den neuen Abschnitt 1 bis: Alle Frauen der SP Schweiz sind Mitglieder der SP Frauen* Schweiz.³</p> <p>Begründung: Die Verankerung der Organe mittels Zweckartikel in den Statuten hat zur Folge, dass die automatische Mitgliedschaft der SP Frauen* neu in Artikel 3 „Mitglied-</p>	<p>Annahme. Aufgrund der Verankerung der Organe mittels eines Zweckartikels in den Statuten muss die automatische Mitgliedschaft aller weiblichen SP-Mitglieder bei den SP</p>

³ Die Mitgliederversammlung der SP Frauen vom 20. Februar 2016 hat beschlossen, die SP Frauen in SP Frauen* Schweiz umzubenennen. Der Stern im Namen der SP Frauen steht dabei für die Öffnung der SP Frauen* für alle Personen, die sich – unabhängig ihres bei der Geburt eingetragenen Geschlechts und ohne Rücksicht auf die vorherrschenden gesellschaftlichen und sozialen Normen – als Frauen verstehen.

	<p>schaft“ der Statuten der SP Schweiz geregelt werden muss.</p>	<p>Frauen* neu in Artikel 3 (Mitgliedschaft) geregelt werden. Dies ging im ersten Versand der Anträge an den Parteitag schlicht vergessen.</p> <p>Art. 3 Mitgliedschaft</p> <p>1. Der Beitritt erfolgt durch eine schriftliche oder elektronische (via Internet) Beitrittserklärung. Der Sektionsvorstand verfügt über die Möglichkeit, die sofortige Aufnahme zu sistieren und auf die nächste Mitgliederversammlung der Sektion zu verschieben, die über die definitive Aufnahme befindet.</p> <p>1 bis: Alle Frauen der SP Schweiz sind Mitglieder der SP Frauen* Schweiz.⁴</p> <p>2. Mitglieder gehören in der Regel der Sektion ihres Wohnortes an. Ausnahmen werden in den kantonalen Statuten geregelt. [...]</p>		
<p>A-43 SP MigrantInnen PS migrant-e-s</p>	<p>Statutenänderung, Artikel 3 (Mitgliedschaft), Absatz 6: Die doppelte Parteimitgliedschaft von in der Schweiz wohnhaften Doppelbürgern und Doppelbürgerinnen in der SP und in sozialdemokratischen Schwesterparteien wird gefördert. Die Mitgliedschaft bei der SP Schweiz ist für Angehörige von Schwesterparteien gratis, die belegen können, dass sie in ihrem Heimatland Mitgliederbeiträge an eine SP entrichten, die Vollmitglied oder assoziiertes Mitglied der SP Europa ist.</p> <p><i>Changement des status du PS Suisse , article 3 (Membres) : Les doubles-nationaux/ales vivant en Suisse sont invité-e-s à la double affiliation au PS et aux partis frères. L'affiliation au PS est gratuite pour les affilié-e-s aux partis frères qui peuvent attester qu'ils/elles paient des cotisations d'affiliation à un PS qui est membre de plein droit ou associé du PS européen.</i></p>	<p>Annahme. Änderung von Art. 3, Absatz 6 wie folgt:</p> <table border="0"> <tr> <td data-bbox="1413 616 1747 1302"> <p>Alt SP-Mitglieder aus EU-Staaten, die in der Schweiz leben, können Mitglieder der SP Schweiz werden. Die Mitgliedschaft bei der SP Schweiz ist gratis, wenn diese Mitglieder belegen können, dass sie in ihrem Heimatland Mitgliederbeiträge an die SP bezahlen.</p> </td> <td data-bbox="1747 616 2092 1302"> <p>neu Die doppelte Parteimitgliedschaft von in der Schweiz wohnhaften Doppelbürgern und Doppelbürgerinnen in der SP und in sozialdemokratischen Schwesterparteien wird gefördert. Die Mitgliedschaft bei der SP Schweiz ist für Angehörige von Schwesterparteien gratis, die belegen können, dass sie in ihrem Heimatland Mitgliederbeiträge an eine SP entrichten, die Vollmitglied oder assoziiertes Mitglied der</p> </td> </tr> </table>	<p>Alt SP-Mitglieder aus EU-Staaten, die in der Schweiz leben, können Mitglieder der SP Schweiz werden. Die Mitgliedschaft bei der SP Schweiz ist gratis, wenn diese Mitglieder belegen können, dass sie in ihrem Heimatland Mitgliederbeiträge an die SP bezahlen.</p>	<p>neu Die doppelte Parteimitgliedschaft von in der Schweiz wohnhaften Doppelbürgern und Doppelbürgerinnen in der SP und in sozialdemokratischen Schwesterparteien wird gefördert. Die Mitgliedschaft bei der SP Schweiz ist für Angehörige von Schwesterparteien gratis, die belegen können, dass sie in ihrem Heimatland Mitgliederbeiträge an eine SP entrichten, die Vollmitglied oder assoziiertes Mitglied der</p>
<p>Alt SP-Mitglieder aus EU-Staaten, die in der Schweiz leben, können Mitglieder der SP Schweiz werden. Die Mitgliedschaft bei der SP Schweiz ist gratis, wenn diese Mitglieder belegen können, dass sie in ihrem Heimatland Mitgliederbeiträge an die SP bezahlen.</p>	<p>neu Die doppelte Parteimitgliedschaft von in der Schweiz wohnhaften Doppelbürgern und Doppelbürgerinnen in der SP und in sozialdemokratischen Schwesterparteien wird gefördert. Die Mitgliedschaft bei der SP Schweiz ist für Angehörige von Schwesterparteien gratis, die belegen können, dass sie in ihrem Heimatland Mitgliederbeiträge an eine SP entrichten, die Vollmitglied oder assoziiertes Mitglied der</p>			

⁴ Die Mitgliederversammlung der SP Frauen vom 20. Februar 2016 hat beschlossen, die SP Frauen in SP Frauen* Schweiz umzubenennen. Der Stern im Namen der SP Frauen steht dabei für die Öffnung der SP Frauen* für alle Personen, die sich – unabhängig ihres bei der Geburt eingetragenen Geschlechts und ohne Rücksicht auf die vorherrschenden gesellschaftlichen und sozialen Normen – als Frauen verstehen.

		<p>SP Europa ist.</p> <p>Begründung: Doppelmitgliedschaften sollen fortan nicht mehr nur zugelassen, sondern im Rahmen der bestehenden Möglichkeiten aktiv gefördert werden.</p>		
<p>A-44 SP MigrantInnen PS migrant-e-s</p>	<p>Statutenänderung, Artikel 4 (Vertretung der Geschlechter und der MigrantInnen), neuer Abschnitt 2: Die Partei setzt sich das Ziel, in ihren Organen, den Delegationen und den Wahllisten eine angemessene Vertretung von DoppelbürgerInnen und weiteren Personen mit Migrationshintergrund zu erreichen.</p> <p><i>Changement des status du PS Suisse : article 4 (Promotion de l'égalité) : 2 (nouveau)</i> <i>Le parti tend à une représentation appropriée des doubles-nationaux/ales et d'autres personnes issues de la migration dans ses organes, délégations et sur les listes électorales.</i></p>	<p>Annahme. Änderung von Art. 4 wie folgt:</p> <table border="0"> <tr> <td style="vertical-align: top;"> <p>Alt</p> <p>Art. 4 Paritätische Vertretung der Geschlechter</p> <p>1. Die Partei muss sich zum Ziel setzen, eine paritätische Vertretung der Geschlechter in ihren Organen, sowie den Delegationen und den Wahllisten zu erreichen.</p> </td> <td style="vertical-align: top;"> <p>neu</p> <p>Art. 4 Vertretung der Geschlechter und der MigrantInnen</p> <p>1. Die Partei muss sich zum Ziel setzen, eine paritätische Vertretung der Geschlechter in ihren Organen, sowie den Delegationen und den Wahllisten zu erreichen.</p> <p>2. Die Partei setzt sich das Ziel, in ihren Organen, den Delegationen und den Wahllisten eine angemessene Vertretung von DoppelbürgerInnen und weiteren Personen mit Migrationshintergrund zu erreichen.</p> </td> </tr> </table> <p>Begründung: Der Paritätsbegriff bzw. die angemessene Vertretung auf Wahllisten, in Parlamenten und Exekutiven soll auf SP-Mitglieder mit Migrationshintergrund erweitert werden.</p>	<p>Alt</p> <p>Art. 4 Paritätische Vertretung der Geschlechter</p> <p>1. Die Partei muss sich zum Ziel setzen, eine paritätische Vertretung der Geschlechter in ihren Organen, sowie den Delegationen und den Wahllisten zu erreichen.</p>	<p>neu</p> <p>Art. 4 Vertretung der Geschlechter und der MigrantInnen</p> <p>1. Die Partei muss sich zum Ziel setzen, eine paritätische Vertretung der Geschlechter in ihren Organen, sowie den Delegationen und den Wahllisten zu erreichen.</p> <p>2. Die Partei setzt sich das Ziel, in ihren Organen, den Delegationen und den Wahllisten eine angemessene Vertretung von DoppelbürgerInnen und weiteren Personen mit Migrationshintergrund zu erreichen.</p>
<p>Alt</p> <p>Art. 4 Paritätische Vertretung der Geschlechter</p> <p>1. Die Partei muss sich zum Ziel setzen, eine paritätische Vertretung der Geschlechter in ihren Organen, sowie den Delegationen und den Wahllisten zu erreichen.</p>	<p>neu</p> <p>Art. 4 Vertretung der Geschlechter und der MigrantInnen</p> <p>1. Die Partei muss sich zum Ziel setzen, eine paritätische Vertretung der Geschlechter in ihren Organen, sowie den Delegationen und den Wahllisten zu erreichen.</p> <p>2. Die Partei setzt sich das Ziel, in ihren Organen, den Delegationen und den Wahllisten eine angemessene Vertretung von DoppelbürgerInnen und weiteren Personen mit Migrationshintergrund zu erreichen.</p>			
<p>A-45 Westschweizer SP-Kantonalparteien Coordination romande (CoRo) Partis socialistes</p>	<p>Klärung der Statuten der SP Schweiz betreffend die Lancierung oder die Unterstützung von Referenden in den Statuten, Artikel 15 Abs. 4 Bst. B.</p> <p>Die Westschweizer SP-Kantonalparteien sind auf eine unklare Bestimmung in den Statuten der SP Schweiz gestossen: Bei Artikel 15 Abs. 4 Bst. b scheinen zwei Interpretationen möglich. Zu den Kompetenzen der Delegiertenversammlung gehören «<i>das Lancieren von Referenden und die Unterstützung zur Lancierung von Referenden mit der Mehrheit von zwei Dritteln der Stimmenden</i>».</p> <p>Die Geschäftsleitung der SP Schweiz unterscheidet bei der praktischen Anwendung zwi-</p>	<p>Annahme.</p> <p>Es ist mit Blick auf die letzten DV-Entscheide sinnvoll und nötig, diese Klärung zu machen. Da der Antrag keine Statutenänderung zur Folge hat, sondern eine Klärung in Bezug auf die zukünftige Praxis im Sinne der Coordination Romande, soll er jedoch – wie ursprünglich geplant – dem Parteitag als Resolution unterbreitet werden.</p>		

<p>romands / Coordination romande (CoRo)</p>	<p>schen der Unterstützung eines schon lancierten Referendums (einfache Mehrheit) einerseits und der Lancierung eines Referendums (qualifizierte 2/3-Mehrheit) andererseits. Der Coordination romande (CoRo) scheint es angebracht, diese Praxis zu klären, kann doch der fragliche Artikel auch so ausgelegt werden, dass in allen Fällen eine Zweidrittelmehrheit erforderlich ist. Angesichts der schwierigen Legislatur, die sich ankündigt, gilt es Prioritäten zu setzen und gezielt zu wählen, wo der Abwehrkampf aufgenommen werden soll. Die Unterstützung oder Lancierung eines Referendums bindet personelle und finanzielle Mittel, sowohl in der Phase der Unterschriftensammlung als auch im Abstimmungskampf. Wir können es uns nicht erlauben, Kräfte zu vergeuden bei Themen, wo wir uns nicht einig sind. Die qualifizierte Mehrheit ermöglicht genau diese Priorisierung von Gesetzesvorlagen, wo die Kampfansage nötig ist und wir die Garantie haben, dass eine sehr grosse Mehrheit dahintersteht und unsere Mittel, vor allem die personellen, voll mobilisierbar sind. Deshalb beantragt die Coordination romande, dass die Statuten der SP Schweiz in Zukunft folgendermassen interpretiert werden: Für die Unterstützung eines bereits lancierten Referendums ist genauso eine qualifizierte Mehrheit von zwei Dritteln der Stimmenden erforderlich wie für die Lancierung eines Referendums. « Clarification des statuts du PS Suisse pour le lancement ou le soutien à un référendum » dans l'article 15 al. 4 lit. B Les partis socialistes romands ont décelé un manque de clarté dans les statuts du PS Suisse. Ainsi, à son article 15 al. 4 lit. b, deux interprétations semblent possibles. Les compétences de l'Assemblée des délégué-e-s prévoient notamment « <i>le lancement et le soutien au lancement de référendum si la majorité des deux tiers est acquise</i> ». Le Comité directeur du PS Suisse, dans sa pratique, distingue le soutien à un référendum déjà lancé (majorité simple) ou le lancement d'un référendum (majorité qualifiée des 2/3). Pour la Coordination romande (CoRo), il y a lieu de clarifier cette pratique, l'article en question pouvant être interprété comme une demande de majorité qualifiée des 2/3 dans tous les cas. Au vu de la législature complexe qui s'annonce, il convient de choisir les combats et de prioriser les luttes. Le soutien ou le lancement d'un référendum exige des moyens humains et financiers, aussi bien pour la phase de récolte de signatures que pour la phase de campagne. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre des forces sur des sujets où nous sommes divisés. La majorité qualifiée permet justement de prioriser les objets pour lesquels il est nécessaire de se battre et d'avoir la garantie qu'une très large majorité de nos forces, notamment humaines, sera complètement mobilisée et convaincue. Dès lors, la Coordination romande demande que les statuts du PS Suisse soient désormais interprétés de la manière suivante : le soutien d'un référendum déjà lancé, tout comme le lancement d'un référendum, nécessitent une majorité qualifiée des 2/3.</p>	
<p>A-46 SP Sektionen Gundeldingen-</p>	<p>Änderung Art. 15 (Die Delegiertenversammlung), Absatz 3: <u>Formulierung alt:</u> [...] Die Delegiertenversammlung besteht aus: a. den Delegierten der Kantonalparteien. Jede Kantonalpartei hat Anspruch auf 4 Delegierte für die ersten 500 Mit-</p>	<p>Ablehnung. Die GL findet es nicht zweckmässig, die bestehende Praxis zu ändern bzw. die Kontingente zu erhöhen, wenn</p>

<p>Bruderholz, Basel West, Spalen, Clara-Wettstein-Hirzbrunnen</p>	<p>glieder und auf eine/n zusätzliche/n Delegierte/n pro weitere 200 Mitglieder oder einem Bruchteil davon. Die Kantonalparteien regeln die Aufteilung ihres Vertretungsanspruchs an der Delegiertenversammlung [...] <u>Formulierung neu:</u> [...] Die Delegiertenversammlung besteht aus: a. den Delegierten der Kantonalparteien. Jede Kantonalpartei hat Anspruch auf 4 Delegierte für die ersten 100 Mitglieder und auf eine/n zusätzliche/n Delegierte/n pro weitere 200 Mitglieder oder einem Bruchteil davon. Die Kantonalparteien regeln die Aufteilung ihres Vertretungsanspruchs an der Delegiertenversammlung [...] Begründung: Unsere DV scheint heute – mit Blick auf die Abstimmungsergebnisse bei Parolenfassungen und auf Fernsehbilder – eine im Vergleich zu anderen Bundesratsparteien eher kleine Delegiertenversammlung zu sein. Wir fänden eine moderate "Aufstockung" sinnvoll, um mehr aktiven Mitgliedern zu ermöglichen, am Leben der SP Schweiz zu partizipieren. Uns ist wohl bekannt, dass andere Parteien keine Parteitage kennen und uns ist wohl bewusst, dass unser Antrag gewisse Kostenfolgen haben kann. Deswegen beantragen wir eine nur sehr moderate Aufstockung der DV. Dabei möchten wir auch den Delegiertenschlüssel leicht modifizieren. Denn wir empfinden es als nicht ganz fair, wenn Mini-Kantonalparteien wie Nidwalden oder Appenzell-Innerrhoden heute Anspruch auf 7 Delegierte (inkl. Vertreter_innen in der KoKo) haben, während eine doch nicht so kleine Kantonalpartei wie die unsere mit rund 800 Mitgliedern gerade einmal Anspruch auf 9 Delegiertensitze hat. Bei uns gibt es seit Jahren Kampfwahlen um die heiss begehrten Sitze in der Delegiertenversammlung der SP Schweiz. Wir wollen niemandem etwas wegnehmen. Aber wir möchten einigen zusätzlichen aktiven Genossinnen und Genossen v.a. in mittelgrossen Kantonalparteien wie der unseren ermöglichen, an den Delegiertenversammlungen teilzunehmen. Wir sind überzeugt, dass sich der von uns vorgeschlagene Schritt auch für die SP Schweiz sehr positiv auswirken würde.</p>	<p>bereits die bestehenden bei weitem nicht ausgeschöpft werden. Heute werden rund 450 Einladungen zur DV verschickt und es kommen max. 200 Personen an die Delegiertenversammlung.</p>
<p>A-47 Juso</p>	<p>Statutenänderung, Ergänzung in Art. 15 durch den neuen Buchstaben s: die Verabschiedung von Positionspapieren und Resolutionen. Begründung: Die Kompetenz über die Verabschiedung von Positionspapieren und Resolutionen ist heute nicht in den Statuten geregelt, was dazu führt, dass unklar ist, ob DV, GL oder Präsidium dafür zuständig sind. Für eine mitgliederorientierte Partei ist es wichtig, dass Positionen möglichst breit diskutiert und gefasst werden. Der Antrag regelt die parteiinterne Zuständigkeit zur Fassung von Positionen und schafft Klarheit über das entsprechende Vorgehen.</p>	<p>Annahme. Statuten, Art. 15, Abschnitt 4: Die Delegiertenversammlung ist insbesondere zuständig für: [...] s: die Verabschiedung von Positionspapieren und Resolutionen.</p>
<p>A-48 NR Eric Nussbaumer, NR Evi Allemann, NR Priska Seiler, NR Angelo Barrile, NR Thomas Hardegger, NR</p>	<p>Ergänzung der Statuten, Artikel 25 (Parteifinzen) durch einen Punkt 8, Parteinah Stiftung: Für die politische Bildungs- und Grundlagenarbeit schafft die Partei zusätzlich eine parteinahe, aber unabhängige gemeinnützige Stiftung oder einen gemeinnützigen Verein. Von dieser Institution darf die Partei keine Spenden entgegen nehmen. Begründung: Alle Parteien in Europa haben im Rahmen der europäischen und staatlichen Parteienfinanzierung parteinahe politische Stiftungen zum Zwecke der politischen Bildung, für die Demokratiebildung oder für die Stärkung der internationalen Vernetzung. Die Ausgestaltung ist vielfältig und lässt Raum für die Erforschung, Erprobung und Entwicklung</p>	<p>Annahme. Die GL teilt die Analyse der Antragsstellenden, dass die SP Schweiz im Vergleich zu den europäischen Schwesterparteien ein Manko in Bezug auf parteinahe Stiftungen oder Vereine aufweist, auch wenn die Situation nicht eins zu eins vergleichbar ist (z.B. staatliche Parteienfinanzierung). Trotz unterschiedlichen Rahmenbedingungen und finan-</p>

<p>Min Li Marti, NR Jean François Steiert, NR Mar- tin Naef, NR Silva Semadeni, NR Matthias Aebi- scher, NR Nadi- ne Masshardt, NR Susanne Leutenegger Oberholzer, NR Cédric Wermuth, NR Edith Graf- Litscher, NR Martina Munz, NR Claudia Friedl, NR Yvon- ne Feri, NR Phi- lipp Hadorn, NR Jacqueline Bad- ran, aNR Jacque- line Fehr</p>	<p>neuer Ideen in gesellschaftspolitischen Fragestellungen. Modern ausgedrückt sind es die Think Tanks oder die Lab's der Sozialdemokratie. Einige wirken zudem auch als kollektives Gedächtnis der Sozialen Demokratie. Die Stärkung der Organisation der SP Schweiz zur Kampagnenfähigkeit verlangt gleichzeitig die Stärkung der parteinahen Grundlagen- und Bildungsarbeit, damit Einsichten in politische, wirtschaftliche, rechtliche und gesellschaftliche Zusammenhänge auf nationaler und internationaler Ebene ermöglicht werden können. Der SPD in Deutschland nahestehend ist die Friedrich Ebert Stiftung, bei der PS France ist es die Fondation Jean Jaurès, bei der SPÖ in Österreich ist es das Karl Renner Institut, usw.. Europäisch sind diese SP-nahen Denkwerkstätten in der FEPS (Foundation for European Progressive Studies) zusammengeschlossen.</p> <p>Diesen Institutionen gemeinsam ist, dass sie über öffentliche Gelder, Projektbeiträge, Mäzenatentum, Mitgliederbeiträge und Spenden (Private und Firmen) finanziert werden. Die Fondation Jean Jaurès hat für Firmenspenden eine Charta für das Mäzenentum verfasst, welche Regeln für die Unabhängigkeit der Stiftungstätigkeit aufstellt. Wichtig ist, dass allen Institutionen nicht erlaubt ist, die politische Arbeit und Wahlkämpfe der nahestehenden Partei zu unterstützen. Meistens ist dies im Rahmen der öffentlichen Finanzierung oder der Gesetze über die Finanzierung eine Auflage. Die SP Schweiz will sich statutarisch dazu verpflichten.</p> <p>Die SP Schweiz sollte ihre politische Bildungs- und Grundlagenarbeit im Sinne der internationalen Vernetzung im gleichen Sinne aufstellen und ergänzen. Damit wird die Partei ihrer politischen Bildungs- und gesellschaftlichen Vernetzungsarbeit in einem ganzheitlichen, zeitgemässen Sinne gerecht. Ein solcher Think Tank gehört zur SP Schweiz der Zukunft.</p>	<p>ziellen Möglichkeiten ist die GL jedoch der Ansicht, dass jetzt der richtige Zeitpunkt dafür ist, den Grundsatzentscheid für eine parteinahe Stiftung oder einen Verein zu treffen, welche die Arbeit der Partei in einer sinnvollen Weise ergänzt, indem sie die Möglichkeit schafft, die Bildungs- und Grundlagenarbeit auszuweiten und damit einen reellen Mehrwert zu schaffen.</p> <p>Die konkrete Ausgestaltung in Bezug auf den Stiftungszweck, die Finanzierung, etc. mittels Reglement wird Aufgabe der Geschäftsleitung sein.</p>
---	--	--

CHAPITRE 3 : MESURES FINANCIÈRES

Requête 17: Augmentation de la taxe par membre versée au PS Suisse de 55 à 65 francs par membre

La contribution annuelle par membre versée au PS Suisse est augmentée. Elle passe ainsi de 55 à 65 francs. L'augmentation prendra effet au 01.01.2018. Les nouveaux membres ne doivent payer aucune cotisation au PS Suisse pendant deux ans.

Amendement déposé sur la requête 17 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-49 SP Graubünden, SP Luzern	<p>Änderungsantrag: Auf eine Erhöhung der Mitgliederbeiträge von Fr. 55.- auf Fr. 65.- ist vorerst zu verzichten. Im Gegenzug wird das Finanzreglement (inkl. den Mandatsabgaben einer) einer Totalrevision unterzogen und dahingehend angepasst, dass die Einnahmen erhöht werden.</p> <p>Begründung: Die SPS würde mit einer Beitragserhöhung ca. 300'000 Fr. Mehreinnahmen generieren. Was diese Erhöhung unter den Mitgliedern jedoch auslösen würde, darüber kann man nur spekulieren. Mit Sicherheit wäre die Mitgliederwerbung nicht einfacher. Und man müsste sich den Vorwurf gefallen lassen, bei den «Kleinen» holt man es und die «Grossen» lässt man laufen.</p> <p>Deshalb sollen alle ihren Beitrag an der Sicherung der SP-Financen leisten. Die Kantonalparteien (Mitglieder) mit ihrem Verzicht an den Ausschüttungen durch das Fundraising und die Mandatärinnen und Mandatären durch eine angepasste Erhöhung ihrer Abgaben. Beispielsweise würde eine Erhöhung des «Mandatssteuersatzes» von 2% bereits zu über 100'000 Franken Mehreinnahmen führen. Zudem könnten zusätzliche Mandatssteuern weiterer LohnempfängerInnen (z.B. Chefbeamte) zumindest geprüft werden (gemäss Finanzreglement möglich). In diesen Beiträgen sind jene der Fraktion noch gar nicht eingerechnet. Diese sind prozentual deutlich tiefer als die Beiträge, welche KantonsparlamentarierInnen zu entrichten haben.</p>	<p>Ablehnung der Anträge 49, 50 sowie 51 b.</p> <p>Die GL hält am Antrag betreffend Erhöhung der Mitgliederbeiträge um 10 Franken fest. Wie im Antragsheft an den Parteitag ausgeführt, ist der Handlungsbedarf der SP Schweiz in Bezug auf die Parteifinancen gross. Während wir vor rund 10 Jahren mit Budgets von rund 4,5 Mio. Franken ausgestattet waren, sind es heute noch rund 3,8 Mio. Franken. Bei fast gleich bleibendem Dienstleistungsangebot wurden kontinuierlich Einsparungen gemacht und Ausgaben reduziert, insbesondere im Bereich der Kampagnen. Der Hauptgrund für die finanzielle Entwicklung sind die sinkenden Mitgliederzahlen. Für die SP Schweiz bedeutet dies 1:1 weniger Geld.</p> <p>Ohne einschneidende Massnahmen in Bezug auf die Kernaufgaben und/oder das Dienstleistungsangebot sind keine Einsparungen mehr möglich. Anders formuliert: Wenn das Dienstleistungsangebot in etwa aufrecht erhalten und die SP weiterhin kampagnen- und initiativfähig bleiben soll, braucht es Budgets im Umfang von 3,8 bis 4 Mio. Franken sowie eine moderate Reserve von rund 1 Million Franken, um auf ungeplante Herausforderungen reagieren zu können. Dies wiederum bedeutet, dass auch Mehreinnahmen beschlossen werden müssen und zwar im Umfang von mindestens 300'000 Fr. Die Erhöhung des Mitgliederbeitrags trägt diesem Umstand Rechnung.</p>
A-50 SP Wädenswil	<p>Änderungsantrag: Die jährliche Abgabe pro Mitglied an die SP Schweiz wird auf 55 Franken belassen. Für Neumitglieder ist nur das angebrochene Jahr beitragsfrei, danach zahlen sie den vollen Beitrag.</p> <p>Begründung: Neu eintretende Mitglieder sind motiviert, die SP zu unterstützen. Es ist daher unverständlich, dass man ihnen zwei Jahre lang den Beitrag erlässt. Kein anderer Verein macht das. Die Mehreinnahmen durch die Beiträge der Neumitglieder soll die bestehenden Mitglieder entlasten, so dass der Beitrag nicht erhöht werden muss.</p>	
A-51 SP Stadt Bern	<p>Ergänzung und Änderung des Antrags 17: Die Mandatssteuer von BundesrichterInnen und BundesrätInnen wird prozentual gleich stark erhöht wie die Abgaben der Sektionen (a). Die jährliche Abgabe pro Mitglied an die SP Schweiz wird von 55 auf 60 65-Franken erhöht (b). Die Erhöhung findet auf 1.1.2018 statt. Für Neumitglieder ist während zweier Jahre kein</p>	

	<p>Beitrag an die SP Schweiz zu entrichten.</p> <p>Begründung: Die SP lebt von der Stärke ihrer Sektionen. Werden die Sektionen stärker belastet, beeinträchtigt das ihre Handlungsmöglichkeiten. Die Sektionen der SP Stadt Bern sind sowohl an SP Schweiz, SP Kanton Bern, SP Region und SP Stadt Bern abgabepflichtig. Weitere Belastungen sind einschneidend und beeinträchtigen die Kampagnen- und Mobilisierungsfähigkeit. Da MandatsträgerInnen dank der Partei in ihrer Position sind, ist es gerechtfertigt, sie mindestens prozentual gleich stark wie die Sektionen an der Sanierung der SP Schweiz zu beteiligen.</p> <p>Bemerkung: Wir wollen mit unserem Antrag kein höheres Defizit der SP Schweiz erzwingen. Da uns die Höhe der Mandatssteuern nicht bekannt ist, haben wir eine Annahme getroffen und den Betrag der Sektionen entsprechend gesenkt. Wir sind offen für eine modifizierte Annahme der Geschäftsleitung, die dem Prinzip, die Mandatssteuer und die Sektionsabgabe prozentual gleich stark zu erhöhen und dabei total 280'000.- Franken zusätzliche Einnahmen zu generieren, Rechnung trägt.</p>	
--	---	--

Requête 18: Engagement d'un groupe de travail dans le dessein de simplifier considérablement le système des cotisations, aujourd'hui très hétérogènes

Le Congrès engage un groupe de travail composé de membres de la Commission des finances, des partis cantonaux et des sections. Celui-ci se voit chargé d'élaborer, à l'intention des participants au prochain Congrès, des Décisions sur la façon dont on peut simplifier radicalement le système des cotisations (hétérogènes) en vigueur aujourd'hui au sein du PS Suisse.

Amendement déposé sur la requête 18 du CD (selon 1er délai du 20 octobre 2016) :

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD
A-52 SP Stadt Bern	<p>Streichung des Antrags.</p> <p>Begründung: Die SP Stadt Bern betrachtet es als nicht zielführend die Mitgliederbeiträge zu vereinheitlichen. Es birgt vielmehr Gefahren, die mit dem Ziel, mehr Mitglieder zu gewinnen und die Finanzen zu stabilisieren, nicht vereinbar sind. Eine Nivellierung der Mitgliederbeiträge würde dazu führen, dass Sektionen, die bisher eine höhere als die vorgesehene Progression hatten, finanzielle Einbussen erleiden müssten. Für Sektionen deren Progression angehoben werden müsste, würde es wiederum bedeuten, dass sie ihren Mitgliedern eine Erhöhung der Mitgliederbeiträge erklären müssten. Dies wird zweifellos zu Austritten von Mitgliedern führen.</p> <p>Gegen eine Sammlung der verschiedenen Beitragsskalen durch die SP Schweiz hat die SP Stadt Bern nichts einzuwenden. Dies kann aber ohne das Einsetzen einer Arbeitsgruppe bewerkstelligt werden.</p>	<p>Ablehnung der Streichungsanträge 52 und 53.</p> <p>Die Geschäftsleitung hält an ihrem Willen, einen Schritt in Richtung Harmonisierung der Mitgliederbeiträge via Einsetzen einer Arbeitsgruppe fest, da so heterogene Beiträge, wie sie die SP schweizweit kennt, einem der Grundprinzipien einer NGO widersprechen: Der Zugang zum Beitritt soll möglichst hindernisfrei sein.</p>
A-53	Streichen des Antrags	

<p>SP Rorschach Stadt am See</p>	<p>Begründung: Wir unterstützen das heutige System, dass jede Ebene (insbesondere die Sektionen) in der Art und Weise der Erhebung sowie der Höhe der Mitgliederbeiträge frei ist. Es braucht keinen Einheitsbrei.</p>	
<p>A-54 SP Aargau</p>	<p>Ergänzung: ... wesentlich vereinfacht <u>und allenfalls zentralisiert werden</u> kann. Begründung: Die SP Aargau begrüsst die Bemühungen um eine Vereinheitlichung der Mitgliederbeiträge und eine Vereinfachung der Zahlungsflüsse. Wenn aber schon eine solche Arbeitsgruppe installiert wird, soll diese die Möglichkeiten zu Ende denken. Dazu gehört logischerweise auch die Prüfung der vollständigen Zentralisierung des Mitgliederbeitragsinzuges.</p>	<p>Ablehnung. Aufgrund des breiten Spektrums an Meinungen, die es zum Thema Beitragsharmonisierung gibt, hält es die Geschäftsleitung für wichtig, dass der Auftrag an die Arbeitsgruppe so offen wie möglich formuliert wird.</p>
<p>A-55 SP Bern Altstadt-Kirchenfeld</p>	<p>Neuer Antrag: Die Finanzkommission erarbeitet in Absprache mit Sektionen ein nach Einkommen gestaffeltes Referenz-Beitragssystem. Die Übernahme dieses Beitragssystems ist den Sektionen empfohlen, aber nicht vorgeschrieben. Begründung: Wir anerkennen die Schwierigkeiten, die die Einführung eines einheitlichen Beitragssystems mit sich bringen würden. Die von der GL vorgeschlagene Arbeitsgruppe mit ihrem offenen Auftrag ist aber ein zu zahmer Schritt; ein Referenzsystem würde immerhin eine Vereinheitlichung auf freiwilliger Basis ermöglichen.</p>	<p>Ablehnung, Begründung siehe oben. Neue, durchaus sinnvolle Dienstleistungen wie ein zentralisiertes Inkasso, ein Beitragsrechner oder ein schweizweiter PAB sind dann mögliche Folgeschritte aus den Ergebnissen der Arbeitsgruppe.</p>
<p>A-56 SP Bern Altstadt-Kirchenfeld</p>	<p>Neuer Antrag: Das Zentralsekretariat bietet für Sektionen, die dieses Angebot wünschen, die Option eines zentralisierten Mitgliedersystems inkl. Inkasso an. Begründung: Während das Inkasso des Mitgliederbeitrages auf Sektionsebene seine Vorteile hat (insb. die persönliche Mahnung säumiger Beitragszahler), bindet es gerade bei Sektionen in kritischem Zustand wichtige Ressourcen, die besser für die politische Arbeit vor Ort eingesetzt würde. Ein zentralisiertes Inkasso wäre zwar unpersönlicher, aber aufgrund der Grösseneffekte wesentlich effizienter, weshalb dies die SPS als optionale Dienstleistung für Sektionen anbieten soll.</p>	
<p>A-57 SP Stadt Zürich Sektion 6</p>	<p>Antrag: Schweizweite Einführung eines kantonalen Parteausgleichsbeitrags, kurz PAB, genannt. Begründung:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Der Fokus im vorgelegten Papier liegt zu stark im defensiven Bereich. Die SP6 regt an, verstärkt auf der Einnahmenseite tätig zu werden. • Die SP des Kantons Zürich kann mit der Erhebung eines einkommensabhängigen, progressiven Mitgliederbeitrags auf sehr positive Erfahrungen verweisen. • Die Kampagnenfähigkeit der Partei wird auf jeder Ebene gestärkt. • Die parteieigene Forderung nach progressiver Einkommensbesteuerung wird umgesetzt. • Die bestehenden Systeme zur Erhebung des Mitgliederbeitrags bleiben unangetastet. • Es wird ein schweizweit gleichartiges Instrument eingeführt und damit ein Beitrag zur Angleichung des Mitgliederbeitragssystems geleistet. • Die Kantone bleiben in der Festsetzung der Beitragshöhe innerhalb einer vorgegebenen Bandbreite frei. <p>Weiterführende Informationen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einfluss auf Parteifinanzierung am Beispiel des Kantons Zürich 	

	<ul style="list-style-type: none"> • Reglement Pariteausgleichsbeitrag Kanton Zürich • Wegleitung & Skala zur Leistung von Pariteausgleichsbeiträgen 2015, Kanton Zürich • Abgabereglement für Behördenmitglieder 	
A-58 SP Bern Altstadt-Kirchenfeld	<p>Neuer Antrag: Das Zentralsekretariat arbeitet einen Online-Beitragsrechner aus, bei welchem potentielle Neumitglieder ihren zukünftigen Beitrag anhand von Postleitzahl und Steuerbaren Einkommen berechnen können. Die Sektionen sind gehalten, Beitragssysteme zu verwenden, die mit diesen Angaben berechnet werden können, und die Einkommensgrenzen/Beiträge im SP Schweiz-Tool zu hinterlegen.</p> <p>Begründung: Das Problem, das potentielle Neumitglieder ihren Beitrag nicht kennen, kann mit einem solchen Tool einfach erledigt werden. Sektionen, die andere Bemessungsgrundlagen als das steuerbare Einkommen verwenden, können dies als Kommentar angeben (z.B: „Der normale Mitgliederbeitrag beträgt Fr. 100.-. Der Vorstand kann aber für Mitglieder mit geringem Einkommen den Beitrag reduzieren.“). Ein solches Tool wäre einfach zu programmieren und mit geringem Aufwand zu betreiben.</p>	
A-59 SP Thun	<p>Vorschlag für Arbeitsgruppe: Die SP Thun nominiert Alfred Blaser für die Arbeitsgruppe.</p> <p>Begründung: Die Einsetzung einer Arbeitsgruppe, welche sich mit der Frage der Vereinheitlichung der Mitgliederbeiträge auseinandersetzt, begrüßen wir. Mit unserem Kassier, Alfred Blaser, empfehlen wir ein Mitglied mit langer Erfahrung, zuverlässiger Arbeitsweise und ausserordentlich grossem Engagement für die Mitarbeit in dieser Arbeitsgruppe.</p>	Merci ☺

Amendements supplémentaires au chapitre 3.

Numéro d'amendement Dépositaire	Objectif Développement	Décision du CD												
A-60 SP Basel-Stadt	<p>Mandatsabgaben</p> <p>Die jährliche Mandatsabgabe an die SP Schweiz wird erhöht. SP Bundesrät/innen, Bundesrichter/innen und weitere gewählte Voll- beziehungsweise Teilämter auf Bundesebene (wie zum bsp. Richter/innen am Bundesverwaltungs- oder Bundesversicherungsgericht) leisten Beiträge abgestuft nach jeweiliger Entlohnung. Massgebliche Bemessungsgrundlage sind die Nettolöhne.</p> <p>Begründung: Die jährliche Mandatsabgabe an die SP Schweiz wird erhöht. SP Bundesrät/innen, Bundesrichter/innen und weitere gewählte Voll- beziehungsweise Teilämter auf Bundesebene (wie zum bsp. Richter/innen am Bundesverwaltungs- oder Bundesversicherungsgericht) leisten Beiträge abgestuft nach jeweiliger Entlohnung. Massgebliche Bemessungsgrundlage sind die Nettolöhne.</p>	<p>Ablehnung.</p> <p>Gemäss Statuten der SP Schweiz, Art. 17, Abs. 2 o, fällt die Festsetzung der Sonderbeiträge von BundesrätInnen, BundesrichterInnen, BundesstrafrichterInnen, BundesverwaltungsrichterInnen, usw. in die Zuständigkeit der Geschäftsleitung. Aufgrund der vorliegenden Anträge und auf Antrag des Präsidiums hat die Geschäftsleitung an der Sitzung vom 28.10.2016 folgende Erhöhung der Mandatsteuern per 1.1.2017 beschlossen:</p>												
A-61 Juso	<p>Erhöhung der Mandatsabgaben für BundesrätInnen und BundesrichterInnen</p> <p>Die jährliche Mandatsabgabe für aktuelle und ehemalige BundesrätInnen und BundesrichterInnen der sozialdemokratischen Partei betragen 25%. Die neue Regelung tritt per</p>	<table> <tr> <td>BundesrätInnen</td> <td>alt</td> <td>neu</td> </tr> <tr> <td>Bundes- und VizebundeskanzlerInnen</td> <td>5%</td> <td>7%</td> </tr> <tr> <td>BundesrichterInnen</td> <td>5%</td> <td>7%</td> </tr> <tr> <td></td> <td>4%</td> <td>6%</td> </tr> </table>	BundesrätInnen	alt	neu	Bundes- und VizebundeskanzlerInnen	5%	7%	BundesrichterInnen	5%	7%		4%	6%
BundesrätInnen	alt	neu												
Bundes- und VizebundeskanzlerInnen	5%	7%												
BundesrichterInnen	5%	7%												
	4%	6%												

	<p>1.1.2017 in Kraft. Begründung: Die SP ist eine Mitgliederpartei. Die Parteifinzen basieren aus einem grossen Teil aus Mitgliederbeiträgen, Spenden und dem wichtigen Beitrag der eidgenössischen Fraktion. Es ist essentiell, dass insbesondere Mandatstragende in den höchsten Einkommensstufen einen gerechten Teil der Partei zurückgeben, damit diese nachhaltig politisch handlungsfähig bleibt. Bisher sind die Abgaben der aktuellen sozialdemokratischen BundesrätInnen bei 5%, für BundesrichterInnen bei 3.5%. Analog dazu geben RegierungsrätInnen heute ihren Kantonalparteien bereits einen massiv höheren Beitrag ab. Wir sind der Überzeugung, dass hier eine Angleichung nötig ist. Eine Erhöhung der Mandatsabgaben auf 25% generierte der Partei im übrigen Mehreinnahmen von knapp 1 Mio. Franken, womit die Finanzierung der Partei nachhaltig gesichert würde.</p>	<table border="0"> <tr> <td>BundesverwaltungsrichterInnen</td> <td>3%</td> <td>5%</td> </tr> <tr> <td>BundesstrafrichterInnen</td> <td>3%</td> <td>5%</td> </tr> <tr> <td>ErsatzrichterInnen</td> <td>3%</td> <td>5%</td> </tr> </table> <p>Begründung: Es ist richtig, dass die Mandatsabgaben parallel zur Erhöhung der Abgabe pro Mitglied erhöht werden. Gleichzeitig ist aber auch wichtig, dass beides in Bezug und in Abstimmung aufeinander passiert. Diesen Anspruch erfüllt die Massnahme: Die Mandatssteuern werden um 2 Prozentpunkte erhöht, was eine Erhöhung von 40% (BundesrätInnen) bis 67% (ErsatzrichterInnen) bedeutet. Die Abgabe pro Mitglied steigt von 55 auf 65 Franken, was eine Erhöhung von 18% bedeutet.</p>	BundesverwaltungsrichterInnen	3%	5%	BundesstrafrichterInnen	3%	5%	ErsatzrichterInnen	3%	5%
BundesverwaltungsrichterInnen	3%	5%									
BundesstrafrichterInnen	3%	5%									
ErsatzrichterInnen	3%	5%									
<p>A-62 SP Baselland</p>	<p>Erhöhung Mandatsabgaben BundesrätInnen und BundesrichterInnen Die jährlichen Mandatsabgaben für aktuelle SP-BundesrätInnen und SP-BundesrichterInnen betragen 15%. Die Abgaben für ehemalige SP-BundesrätInnen und SP-BundesrichterInnen betragen 10%. Dies versteht sich zusätzlich zu den üblichen Mitgliederbeiträgen. (Per 1.1.2017) Begründung: Als Mitgliederpartei basieren die Parteifinzen zu einem grossen Teil aus Mitgliederbeiträgen und Mandatsabgaben. Bisher sind die Abgaben der aktuellen SP-BundesrätInnen bei 5%, für SP-BundesrichterInnen bei 3.5%. Das ist sehr tief im Vergleich zu den Abgaben der RegierungsrätInnen in den Kantonen. Mit der angepassten Mandatsabgabe könnte wohl ein grosser Teil des Finanzlochs gestopft werden.</p>										
<p>A-63 SP Zürich 3, SP Zürich 4, Min Li Marti, Mattea Meyer</p>	<p>Änderungsantrag (Zusatz) Die SP-Fraktionsmitglieder (National- und Ständerat) leisten neben den Beiträgen an die Fraktionen einen direkten Beitrag an die Partei (SP Schweiz) von jährlich 1'000 Franken (NR), resp. 1'500 Franken (SR). SP-Bundesrät/innen entrichten neu 15% (vorher 5%) als Abgabe an die Partei, die Bundesrichter/innen neu 10% (vorher 3.5%). Weitere gewählte Voll- beziehungsweise Teilämter auf Bundesebene (wie zum bspw. Richter/innen am Bundesverwaltungs- oder Bundesversicherungsgericht) leisten ebenfalls Beiträge abgestuft nach jeweiliger Entlohnung. Massgebliche Bemessungsgrundlage sind die Nettolöhne. Begründung: Wir wollen Wahlen und wichtige Abstimmungen gewinnen. Während bürgerliche Parteien dafür Finanzmittel von Lobby-Organisationen und Grosskonzernen bekommen, setzt die SP auf die demokratische Teilhabe und das Engagement der Mitglieder. Doch für starke Kampagnen braucht es auch ein solides finanzielles Fundament. Als Mitgliederpartei sollen bei der SP alle nach ihren finanziellen Möglichkeiten dazu beitragen, dass unsere Partei in den nächsten Jahren erfolgreich Politik gestalten kann. Deshalb schlagen wir vor, dass nicht nur einfache Mitglieder einen zusätzlichen Beitrag leisten (vgl. Beitragserhöhung an SP Schweiz um 10.-), sondern auch SP-Mitglieder, die dank der SP ein Amt innehaben. Die Arbeit der Bundesrät/innen und Bundesrichter/innen ist anspruchsvoll und die Verantwortung gross. Die Entlohnung für die Tätigkeit ist dementsprechend und beträgt jährlich über 300'000 Franken für Bundesrichter/innen, resp. 450'000 für Bundesrät/innen Eine Erhöhung der Partei-Abgaben scheint tragbar.</p>	<p>Antrag betr. SP-Fraktionsmitglieder: Ablehnung. Auch wenn die SP Schweiz zusätzliche regelmässige Einnahmen gut gebrauchen und diese auch sinnvoll einsetzen könnte, geht die SP Schweiz vom Grundsatz aus, dass die/der MandatsträgerIn ihre Abgabe an die jeweils passende Ebene und an das richtige Organ leistet. Die GL hält es für wichtig, bei diesem Grundsatz zu bleiben. Im Gegenzug beteiligt sich die Fraktion seit 2016 mit einem grösseren Beitrag an den eidgenössischen Wahlen wie bisher.</p>									

<p>A-64 SP Graubünden, SP Luzern</p>	<p>Antrag: Spenden von Unternehmen</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die SP Schweiz nimmt im Jahr 2017 Spenden von Unternehmen unter der Voraussetzung an, dass keine Bedingung an die Spende geknüpft ist. Die so angenommenen Gelder werden für die Kampagne gegen die Unternehmenssteuerreform III verwendet. 2. Das soll aber kein Präjudiz sein. Eine spätere Annahme der Gelder müsste erneut der DV oder einem Parteitag beantragt werden. <p>Begründung: Es ist unglücklich und unbefriedigend, auf derart grosse Beträge bedingungsloser Spenden von Unternehmen (CHF 280'000) zu verzichten, während über Beitragserhöhung für die Mitglieder diskutiert wird und die SPS gleichzeitig kaum über Geldmittel für wichtige Kampagnen (wie jene gegen die USR III) verfügt.</p> <p><i>Klarstellung der Verwendung</i></p> <p>Die Abstimmung zur USR III ist von grosser taktischer Wichtigkeit für die Sozialdemokratie. Wird die Abstimmung verloren, geht auch ein grosser Anteil unseres Drohpotentials bei Referenden verloren. Die Folgen: Die rechte Mehrheit regiert die nächsten Jahre der laufenden Legislatur durch. Die SPS hat kaum Geld für eine angemessene Kampagne gegen die USR III zur Verfügung. Gleichzeitig werden uns Firmenspenden von CHF 280'000 angeboten. Der Antrag schlägt darum vor, die Gelder anzunehmen und in die Kampagne gegen die USR III zu investieren.</p> <p>Das Geld liegt da und kann gegen die Interessen der Geldgeber eingesetzt werden. Die SPS gerät in keinerlei Abhängigkeiten. Im Gegenteil: Wir das Geld nicht gegen die USR III investiert, stellt sich die Frage, wo die CHF 280'000 sonst investiert werden. Womöglich in eine Kampagne für die USR III. Die SPS ist darum gefordert die Gelder anzunehmen und eine grössere Kampagne gegen die USR III zu organisieren. Alles andere wäre verantwortungslose Selbstgerechtigkeit.</p>	<p>Annahme.</p> <p>In der Vernehmlassung an die Kantonalparteien vom März/April 2016 beantragte die GL, dem Parteitag die Annahme der Spenden aus der Wirtschaft (Axa Winterthur, Credit Suisse und Swiss) vorzulegen. Aufgrund mehrheitlich kritischer Rückmeldungen der VernehmlassungspartnerInnen wurde diese Massnahme den Sektionen im Versandheft vom 11.8. nicht als Antrag unterbreitet.</p> <p>Der vorliegende Antrag der SP GR und LU sieht vor, das Geld 2017 anzunehmen und für die URS3-Kampagne einzusetzen. In diesem Sinne ist er anders geartet als der ursprüngliche Vorschlag der GL, der die globale Annahme von bedingungslosen Spenden vorsah, auch wenn für deren Einsatz strenge Kriterien definiert werden sollten. Mit Blick auf den bevorstehenden Abstimmungskampf, der bereits jetzt zeigt, dass die Bürgerlichen mit einem riesigen Geschütz auffahren werden und der Tatsache, dass das Referendum für die SP eine der wichtigsten Abstimmungen der aktuellen Legislatur ist, wird der Antrag im zweiten Versand den Delegierten unterbreitet.</p>
<p>A-65 SP Stadt Zürich Sektion 6</p>	<p>Forderung: Ausarbeitung und Umsetzung eines progressiven, schlagkräftigen Fundraisingkonzepts. Einbezug aller modernen Kommunikationskanäle.</p> <p>Begründung:</p> <ul style="list-style-type: none"> • SP Schweiz ist kaum sichtbar im öffentlich einsehbaren Fundraisingmarkt. • Das vorliegende Papier ist sehr defensiv und auf Sparen ausgerichtet. Ein modernes, ggf. modernisiertes Fundrasingkonzept soll zu mittel- und langfristig erhöhten Einnahmen beitragen. 	<p>Ablehnung.</p> <p>Die SP Schweiz verfügt selbstverständlich über eine Fundraisingstrategie, die aus Datenschutz- und betriebswirtschaftlichen Gründen nicht öffentlich zugänglich ist. Diese Strategie wird vom Präsidium regelmässig, mindestens einmal pro Jahr, diskutiert; wo nötig werden die Ziele und Massnahmen angepasst und verbessert. Nach dem schlechten Fundraisingjahr 2014 wurde ein ganzer Katalog von Massnahmen beschlossen, die ab dem 1.1.2015 umgesetzt wurden (z.B. Aufbau E-Fundraising, Fokussierung, Re-Investition). Die Bilanz ist positiv: Bereits 2015 verbesserten sich die Fundraisingeinnahmen massgeblich und auch 2016 – im Nachwahljahr – bleiben die Einnahmen auf stabil höherem Niveau.</p> <p>Generell ist zu bemerken, dass sich die SpenderInnenlandschaft seit 2002, als die SP Schweiz mit dem Aufbau eines professionellen Fundraising begonnen hat, grundle-</p>

		<p>gend verändert hat. So verdoppelte sich die Zahl der NGOs, die Public Fundraising betreiben. Vor diesem Hintergrund und aufgrund des volatilen Charakters des Fundraisings im Allgemeinen wäre es unseriös, bei den Spendeneinnahmen deutlich höhere Zahlen zu budgetieren, als es die SP Schweiz heute tut.</p>
<p>A-66 SP Aargau</p>	<p>Antrag neu: Solidarisches Engagement für die sozialdemokratischen Ziele weltweit Antrag: Die SP Aargau beantragt, dass die SP Schweiz in Zukunft mind. 1% ihres Budgets für die sozialdemokratische Entwicklungszusammenarbeit einsetzt. Dazu kann die GL die Erhöhung des Beitrages gemäss Antrag 17 im Zukunftsprojekt entsprechend anpassen. Der Einsatz der Mittel wird in einem Reglement zu Händen der Delegiertenversammlung festgelegt. Begründung: Dieses Solidaritätsprozent soll für die politische Entwicklungszusammenarbeit aufgewendet werden. Gerade in Zeiten der multiplen und globalen Krisen ist das Engagement für progressive und sozialdemokratische Politik nicht nur hierzulande zentral. Immer wieder stellen die Delegierten der SP Schweiz an internationalen Konferenzen fest, wieviel schwieriger es für Parteien und Organisationen in Entwicklungs- und Schwellenländer ist, politische Durchschlagskraft zu entfalten. Deshalb leisten auch viele sozialdemokratische Parteien Europas direkt oder über ihre Stiftungen entsprechend Aufbauarbeit. Gerade die SP Schweiz, als sozialdemokratische Partei in einem Land, das eine Drehscheibe des internationalen Handels und Bankenplatzes ist, ist auf Partner in Entwicklungsländern angewiesen. Z.B. in der Auseinandersetzung um die Durchsetzung von Menschenrechten für die Rohstoffindustrie. Das Solidaritätsprozent soll gezielt eingesetzt werden, um Parteien und Organisationen mit gleichen oder ähnlichen Ziele wie die SP vorwiegend in Entwicklungsländern aufzubauen. Gemäss aktueller Rechnung der SP Schweiz (ca. 4 Mio. Budget) und knapp 32'000 Mitgliedern bedeutet dies aktuell eine Erhöhung des Beitrages an die SP Schweiz um ca. 1.20 Fr pro Mitglied und Jahr. Es steht der Geschäftsleitung frei, den Einsatz dieser Mittel selber zu verantworten oder teilweise oder ganz an eine dritte Organisation zu delegieren, sofern diese explizit politische Aufbauarbeit im Ausland im Sinne der sozialdemokratischen Idee leistet. Nicht zulässig wären „normale“ Organisationen der Entwicklungszusammenarbeit. Die Details regelt ein Reglement, welches die Delegiertenversammlung zu einem späteren Zeitpunkt verabschiedet.</p>	<p>Ablehnung, jedoch Integration der Kernforderung dieses Antrags in die parteinahe Stiftung (A-48).</p>
<p>A-67 Juso</p>	<p>Die SP Schweiz nimmt in ihrer Struktur eine Vorbildrolle als wirtschaftsdemokratisches Unternehmen ein Die SP Schweiz tritt auf Grundlage ihres Programms und ihrer Statuten für die Ziele des demokratischen Sozialismus ein. Sie bemüht sich, ihre Unternehmensstruktur dahingehend zu transformieren.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Lohnstruktur: Arbeitgebende und Arbeitnehmende werden dazu aufgefordert, GAV-Verhandlungen mit dem Ziel eines Einheitslohns unter Berücksichtigung besonderer Umstände (z.B. familiäre, Aus- und Weiterbildungskosten) aufzunehmen. Dies in der Überzeugung, dass die Leistung der Partei und insbesondere des Zent- 	<p>Ablehnung der Forderungen 1 und 3. Die Lohnstruktur ist im GAV geregelt; das Verhältnis zwischen tiefstem und höchstem Lohn 1:2. Die Einführung eines Einheitslohns ist gemäss GL nicht zu empfehlen. Dies hätte eine Senkung der oberen Löhne zur Folge, wodurch die SP Schweiz für ältere, erfahrene Berufstätige keine attraktive Arbeitgeberin mehr wäre. Darüber hinaus wäre die SP in Bezug auf Bundesverwaltung und NGOs nicht mehr konkurrenzfähig.</p>

	<p>ralsekretariats keine individuellen, sondern kollektive Leistungen sind.</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Die SP Schweiz stärkt ihre Sekretariatsstruktur dahingehend, dass Mitarbeitende bei Fragen, die sie als Angestellte besonders betreffen, ein Mitspracherecht haben – unabhängig von Hierarchie- oder Lohnstufe. 3. Die SP Schweiz achtet bezüglich der Versicherung ihrer Angestellten, dass diese sich an ökologisch und ökonomisch nachhaltigen Grundsätzen orientiert. <p>Begründung: Die SP Schweiz diskutiert am diesem Parteitag ein Positionspapier zu einer demokratischen, solidarischen und ökologischen Wirtschaft. Es reicht jedoch nicht, darüber zu diskutieren. Die SP Schweiz muss in diesem Transformationsprozess eine Vorbildrolle einnehmen und ihre Unternehmensstruktur entsprechend anpassen.</p>	<p>Die Pensionskasse wird regelmässig überprüft. Hier gilt zu bedenken, dass nebst ethischen Überlegungen auch die Konditionen für die SP und die Mitarbeitenden massgeblich sind.</p> <p>Modifizierte Aufnahme von Punkt 2, indem im neuen Artikel 20 Zentralsekretariat, Statuten SP Schweiz der GAV erwähnt werden soll: 4. Die SP Schweiz hat fortschrittliche Arbeitsbedingungen für die Mitarbeitenden des Zentralsekretariats; diese sind in einem Gesamtarbeitsvertrag geregelt. Darüber hinaus legt sie Wert auf eine partizipative Zusammenarbeit im Alltag.</p> <p>Begründung: Die SP Schweiz nimmt für sich in Anspruch, in Bezug auf das Zentralsekretariat eine Vorbildrolle einzunehmen. So hat sie für ihre Angestellten einen fortschrittlichen GAV, in welchem die Rechte und Pflichten, Mitspracherechte, das Vorgehen bei Rechtsfällen, etc. geregelt sind. Auch in der Praxis werden die Angestellten in Entscheidungen einbezogen; bei Änderungen wird auch die Meinung der Betroffenen eingeholt und diese bei der Umsetzung berücksichtigt. Ferner hat die SP eine Personalkommission, die bei den GS Anliegen und Forderungen einbringt. Insgesamt ist die Arbeitskultur partizipativ und geht vom Grundsatz eines hohen Engagements und Selbstständigkeit aus.</p>
--	---	---